



Commission Finances

23 février 2021



SYNTHESE de la SYNTHESE DE LA LOI DE FINANCES 2021 et du contexte économique

Apports de :

- *STRATORIAL*
- *Finance Active*
- *Caisse d'Epargne*

- **LOI n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021**
continuité du rapport d'orientation des
finances publiques pour les années
2018 à 2022

Quelques chiffres - Contexte

- Budget de l'Etat 2020 : 399,2 milliards €
- Budget de l'Etat 2021 : 448,8 milliards €
- Déficit 2019 : 92,8 milliards €
- Déficit 2020 : 178,2 milliards €
- PIB 2019 : 2479,4 milliards €
- PIB 2020 : 2223 milliards €
- Dette publique 2019 : 2415,1 milliards € (3ème trimestre)
- Dette publique 2020 : 2674,4 milliards € (3ème trimestre)
- Coût pandémie : environ 200 milliards
- Epargne de précaution des ménages : environ 200 milliards (130 en 2020 et 70 en 2021)
- Montant endettement mondial fin 2020 : 281 000 milliards de dollars
(ménages, entreprises, secteur financier et secteur public) (355% de PIB)

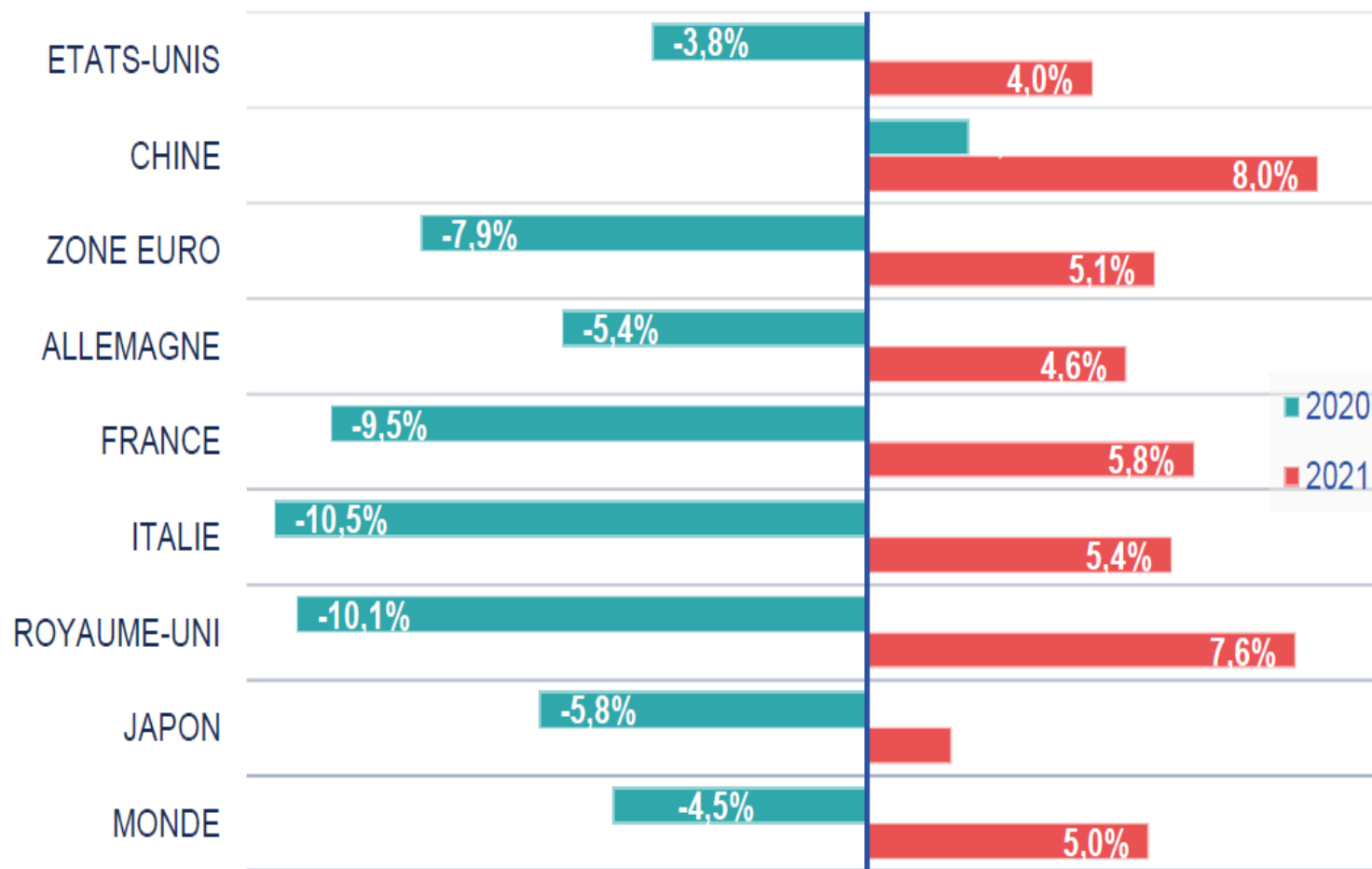
CONTEXTE

- **contexte d'incertitude** sur le plan économique et financier au niveau international qui influe directement sur l'économie nationale.

=> stabilité des impôts directs, maîtrise des coûts de fonctionnement pour préserver la capacité d'autofinancement sur le long-terme, programme d'investissement lié aux importants projets définis.



Prévisions OCDE de croissance du PIB pour 2020 et 2021

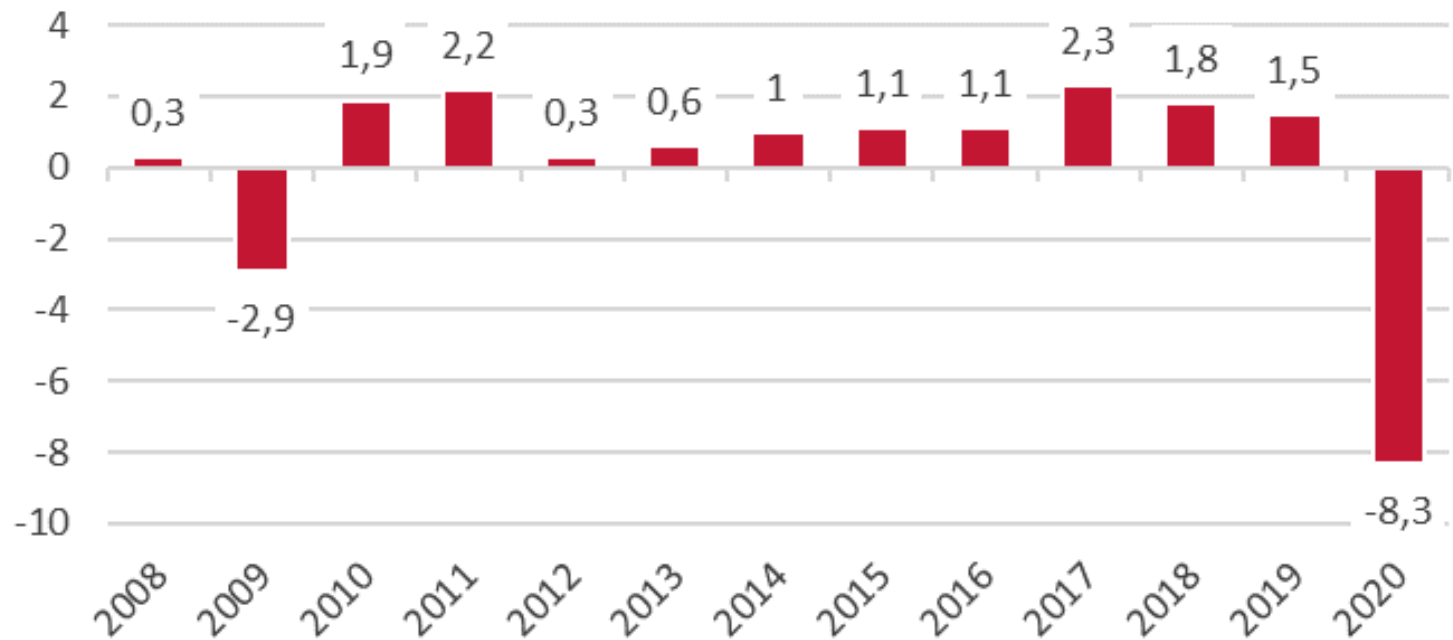


Source : OCDE



FRANCE

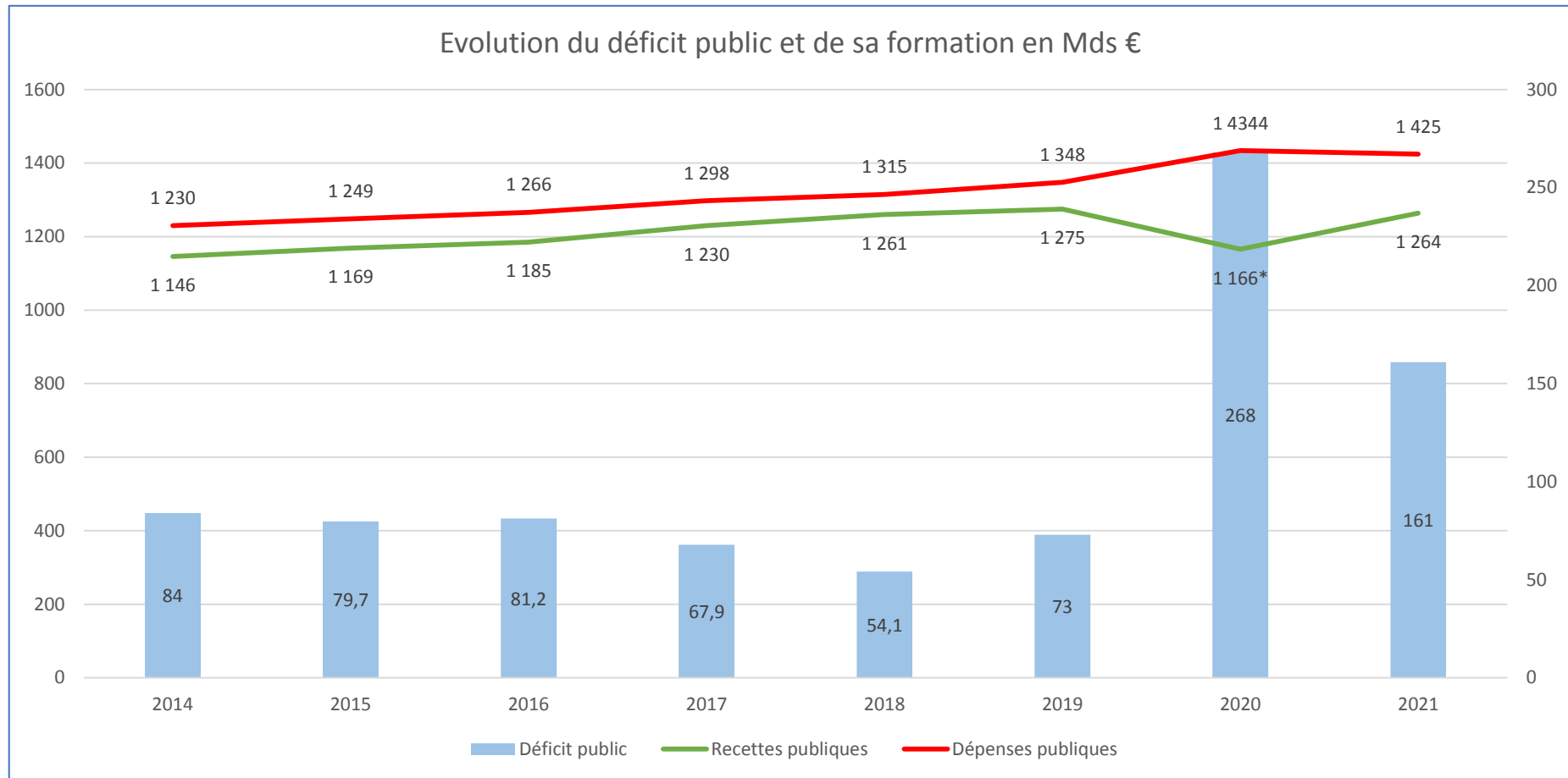
PIB France depuis 2010



- PIB T4 2020 : -1,3%
- Récession historique en 2020 : -8,3%



EVOLUTION DU DEFICIT ET DE SA FORMATION



- L'accroissement du déficit en 2020 de 200 Mds € environ s'explique pour moitié par l'augmentation des dépenses et par la baisse des recettes.

Environnement économique

23/02/2021

Prévisions FMI (janvier 2021)

Monde

	Estimation	Projections	
	2020	2021	2022
Prévisions précédentes	-4,4%	5,2%	
Prévisions actualisées	-3,5%	5,5%	4,2%

Etats-Unis

	Estimation	Projections	
	2020	2021	2022
Prévisions précédentes	-4,3%	3,1%	
Prévisions actualisées	-3,4%	5,1%	2,5%

Chine

	Estimation	Projections	
	2020	2021	2022
Prévisions précédentes	1,9%	8,2%	
Prévisions actualisées	2,3%	8,1%	5,6%

Zone euro

	Estimation	Projections	
	2020	2021	2022
Prévisions précédentes	-8,3%	5,2%	
Prévisions actualisées	-7,2%	4,2%	3,6%

France

	Estimation	Projections	
	2020	2021	2022
Prévisions précédentes	-9,8%	6,0%	
Prévisions actualisées	-9,0%	5,5%	4,1%

Royaume-Uni

	Estimation	Projections	
	2020	2021	2022
Prévisions précédentes	-9,8%	5,9%	
Prévisions actualisées	-10,0%	4,5%	5,0%

Allemagne

	Estimation	Projections	
	2020	2021	2022
Prévisions précédentes	-6,0%	4,2%	
Prévisions actualisées	-5,4%	3,5%	3,1%

Italie

	Estimation	Projections	
	2020	2021	2022
Prévisions précédentes	-10,6%	5,2%	
Prévisions actualisées	-9,2%	3,0%	3,6%

Espagne

	Estimation	Projections	
	2020	2021	2022
Prévisions précédentes	-12,8%	7,2%	
Prévisions actualisées	-11,1%	5,9%	4,7%

- Caractère inédit de la crise et **incertitudes toujours fortes** concernant la reprise
- Impact plus négatif qu'anticipé en zone euro et **reprise plus graduelle** que prévu auparavant



L'EXPLOSION DU POIDS DES DEPENSES PUBLIQUES DANS LE PIB

EVOLUTION DE LA PART DE LA DEPENSE PUBLIQUE HORS CREDITS D'IMPOTS DANS LE PIB DEPUIS 1974

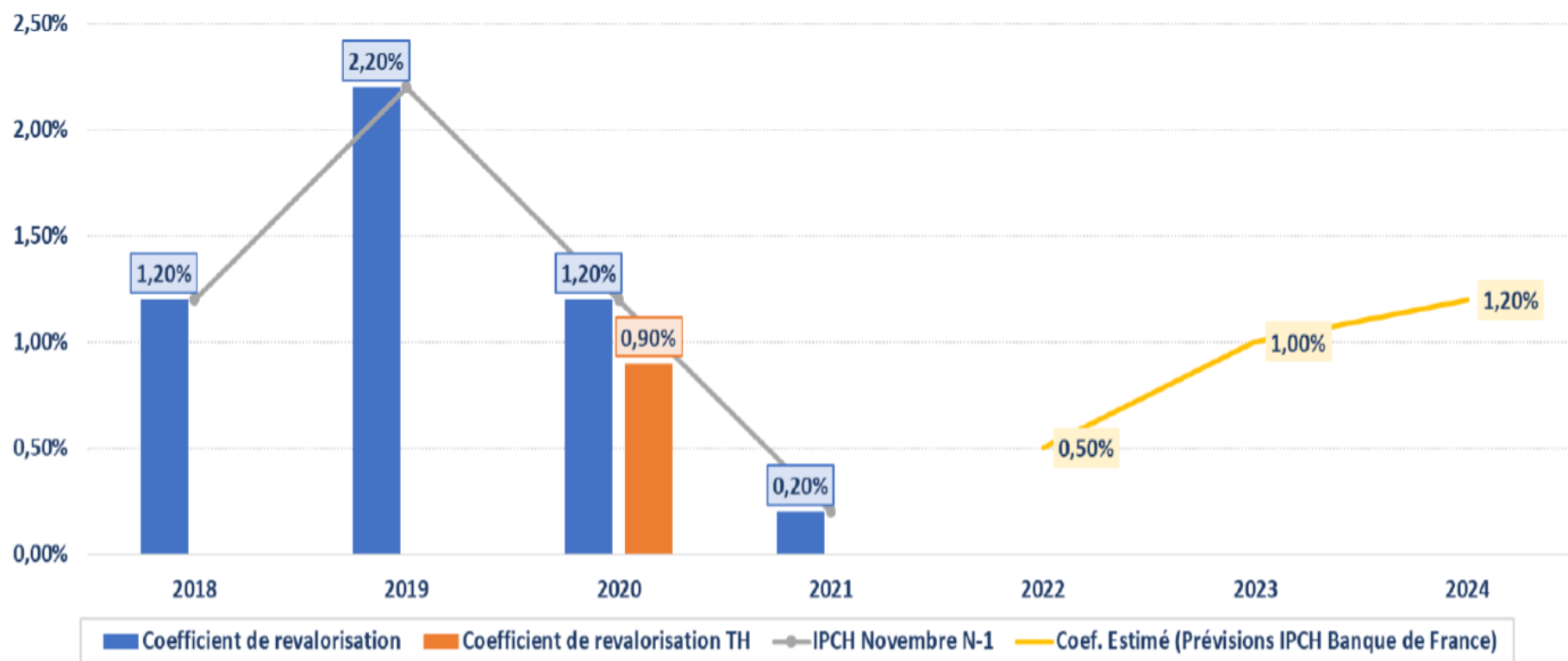
1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
39,8	44,5	45	44,2	45,2	45,5	46,4	49	50,2	50,7	51,6
-	+ 4,7	+ 0,5	- 0,8	+ 1	+ 0,3	+ 0,9	+ 2,6	+ 1,2	+ 0,5	+ 0,9
1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
52,3	51,9	51,3	50,6	49,4	20,1	51,2	52,6	55,2	54,6	54,8
+ 0,6	- 0,4	- 0,6	- 0,7	- 1,2	+ 0,7	+ 1,1	+ 1,4	+ 2,6	- 0,6	+ 0,2
1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
54,8	54,5	52,9	52,6	51,6	51,7	52,6	53,1	52,8	53	52,5
+ 0,1	- 0,3	- 1,6	- 0,3	- 1	+ 0,1	+ 0,9	+ 0,5	- 0,3	+ 0,2	- 0,5
2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
52	52,5	56,3	56	55,5	56,3	56,5	56	55,3	55,2	55
-0,5	+ 0,5	+ 3,8	- 0,3	- 0,5	+ 0,8	+ 0,2	- 0,5	- 0,7	- 0,1	- 0,2
2018	2019	2020 (p)	2021 (p)							
54,4	54	62,8	58,5							
- 0,6	- 0,4	+ 8,8	- 4,3							

- Source : Commission des finances, d'après les données de l'INSEE, base 2014, Rapport économique social et financier pour 2021
- En vert : baisse de la part des dépenses publiques (en % du PIB)

Le ratio de dépense publique atteindra un niveau inédit de 62,8 % du produit intérieur brut (PIB) en 2020 a minima (la réalité devrait être plus proche de 64%).

→ UN COEFFICIENT DE REVALORISATION DE 0,2% EN 2021

Evolution du coefficient de revalorisation des bases fiscales



Sources : INSEE, Banque de France et Finance Active



LES EVOLUTIONS INDUITES SUR LES CHARGES ET LES RECETTES

2020

UNE TENSION DES RECETTES

Réduction des recettes liées à l'ouverture des services publics administratifs :

Culture, sport, loisir, enfance, petite enfance ...

Chute des produits de nature fiscale

Droits de mutation, , versement mobilité, octroi de mer, baisse de la TVA pour les régions, TICPE, recettes des cartes grises, taxe de séjour, , Taxe sur la publicité extérieure, produit des jeux, taxe sur les remontées mécaniques, ...

Possible report de la perception des loyers des locaux commerciaux et/ou logements communaux, mise en œuvre d'exonérations (occupation domaine public)

UNE EPARGNE SOUS PRESSION

Mise en œuvre de mesure d'accompagnement à la crise en direction des ménages et des entreprises

Achat de fourniture pour lutter contre le virus

Mise en place éventuelle de gardiennage de bâtiment

Augmentation des dépenses sociales (département)

UNE CROISSANCE DES CHARGES

2021 et suivantes

IDEM 2020 +

Réduction des recettes fiscales : CFE, CVAE, TASCOM,

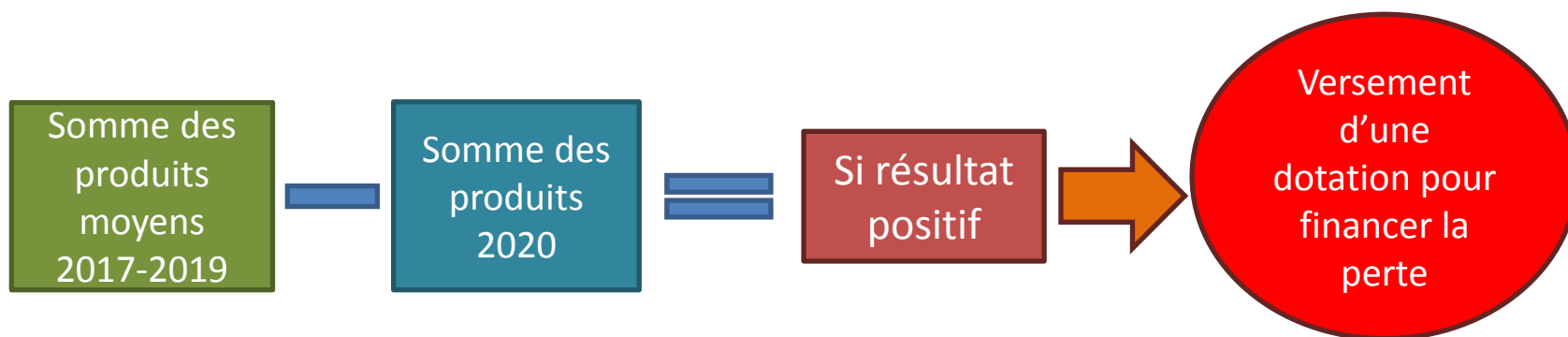
Impact sur la TVA des régions et des EPCI

Des conséquences différentes selon les catégories de collectivités

- Communes touristiques, outremer, départements fragiles...
- Le bloc communal est protégé par la fiscalité directe locale en 2020,
- Les départements sont confrontés à un fort effet ciseaux dès 2020
- Les régions subissent les effets également dès 2020...

LES GARANTIES DE LIMITATION DE LA PERTE DE RESSOURCES PREVUES PAR LA LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE N°3

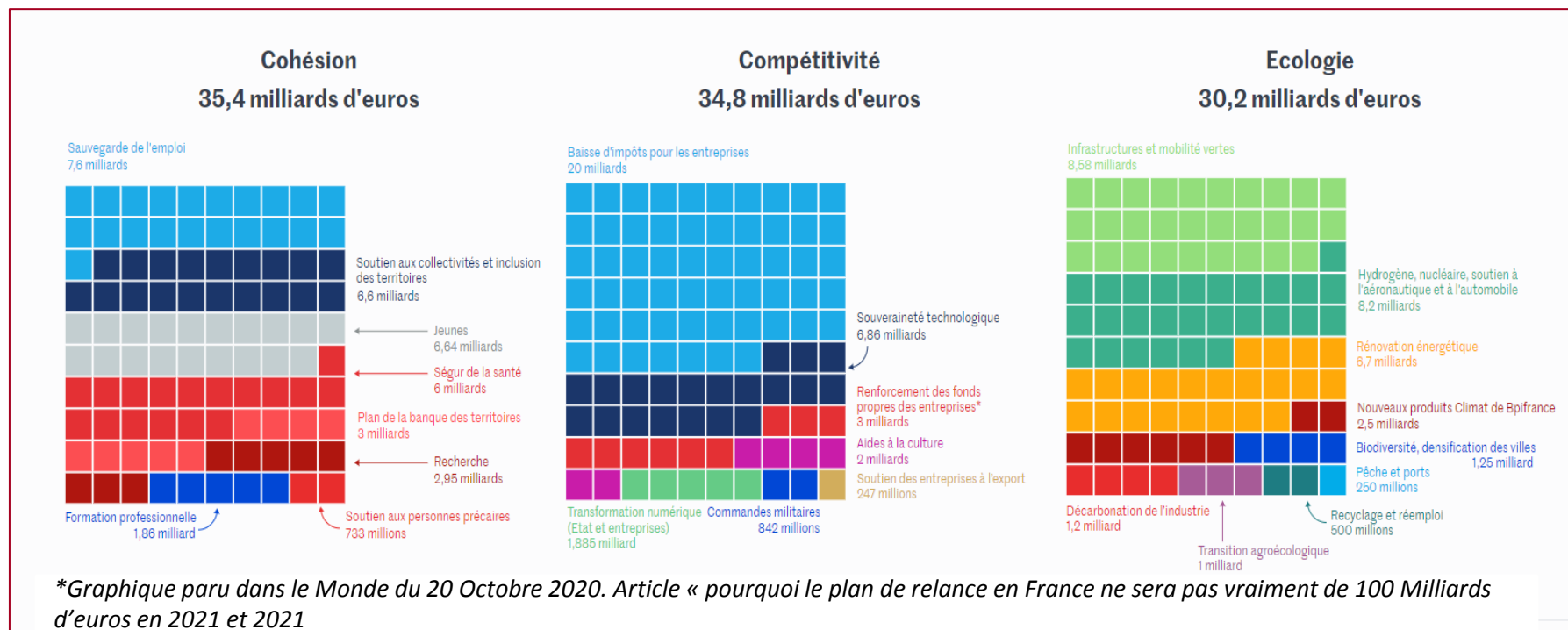
- Institution d'une dotation financée par un prélèvement sur recettes de l'Etat à destination des communes et des EPCI confrontés à des **pertes de recettes fiscales et des produits d'utilisation du domaine liées aux conséquences économiques de l'épidémie Covid-19.**



- La dotation sera notifiée aux communes et aux EPCI par un arrêté, le montant devra être constaté par le bénéficiaire en recettes de leur compte administratif 2020.
- Un acompte sera versé en 2020 sur le fondement de l'estimation des pertes de recettes. Un ajustement sera réalisé en 2021.

LES TROIS AXES DU PLAN DE RELANCE

- Présenté le 3 septembre 2020, par le Gouvernement, le plan de relance de l'économie française de 100 milliards d'euros se répartit en trois axes qui regroupent 70 mesures qui s'étalent sur 2 ans, s'agissant des autorisations d'engagement : l'écologie, la compétitivité des entreprises et la cohésion sociale.



- Le montant des crédits réellement décaissés en 2021 s'élèverait en réalité à 37 Mds € en 2021 (dont les 10 Mds de baisse d'impôts de production auxquels s'ajoutent 4,5Mds mobilisés en 2020. Le reste demeure à préciser.
- Les collectivités locales seront principalement concernées par le volet écologie et plus précisément le soutien à la rénovation énergétique et la lutte contre l'artificialisation des sols et le soutien aux modes de transports doux.

Rappel : UN BUDGET COMMUNAL

La section de **FONCTIONNEMENT**
retrace les opérations courantes

La section d'**INVESTISSEMENT**
retrace les opérations qui
contribuent à une variation du
patrimoine

RECETTES	
Impôts directs et indirects	
Dotation globale de fonctionnement	
Produits de l'exploitation	
Subventions de fonctionnement	
Autres recettes	

DEPENSES	
Frais de personnel	
Fournitures courantes	
Participations, subventions	
Intérêts de la dette	
Autres dépenses	
Dot. Amort. et Prov.	
Virement à la section d'inv.	

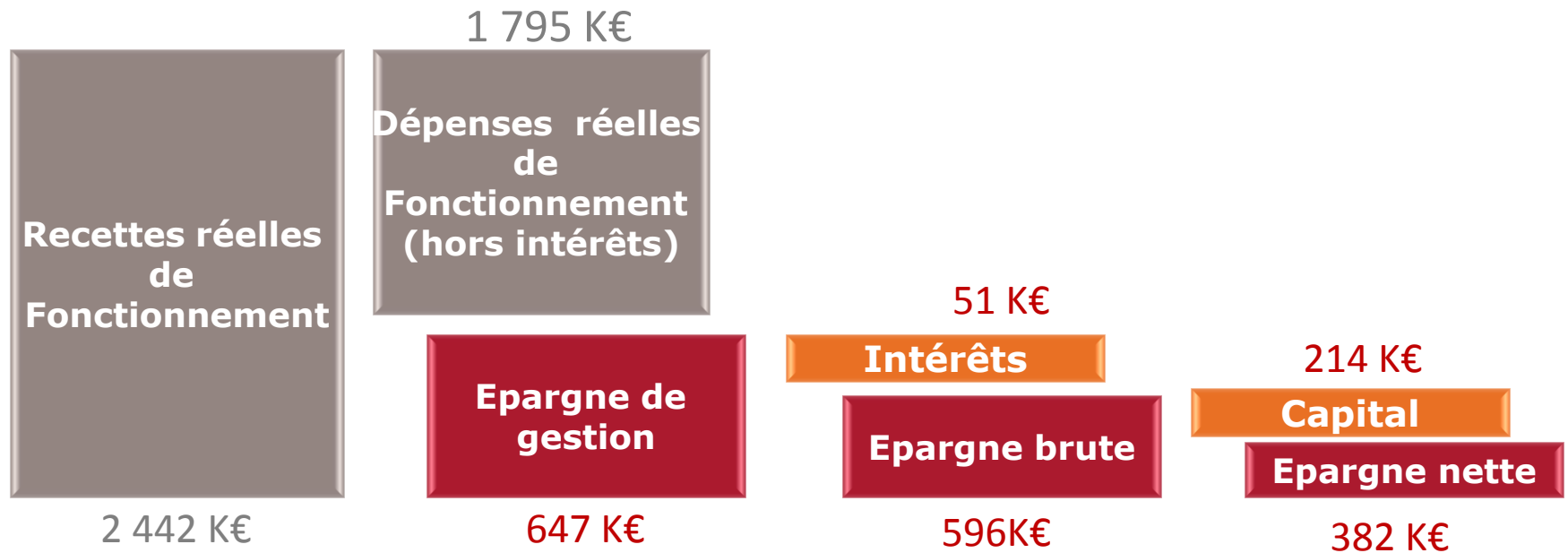
RECETTES	
Dot. Amort. et Prov.	
Virement à la section d'inv.	
Subventions d'inv., FCTVA	
Emprunts	
Autres recettes	

DEPENSES	
Remboursement de la dette	
Acquisitions et travaux neufs	
Autres dépenses	

Il assure la liaison entre les deux sections (prélèvement de la section de fonctionnement pour le financement de la section d'investissement)

L'analyse financière

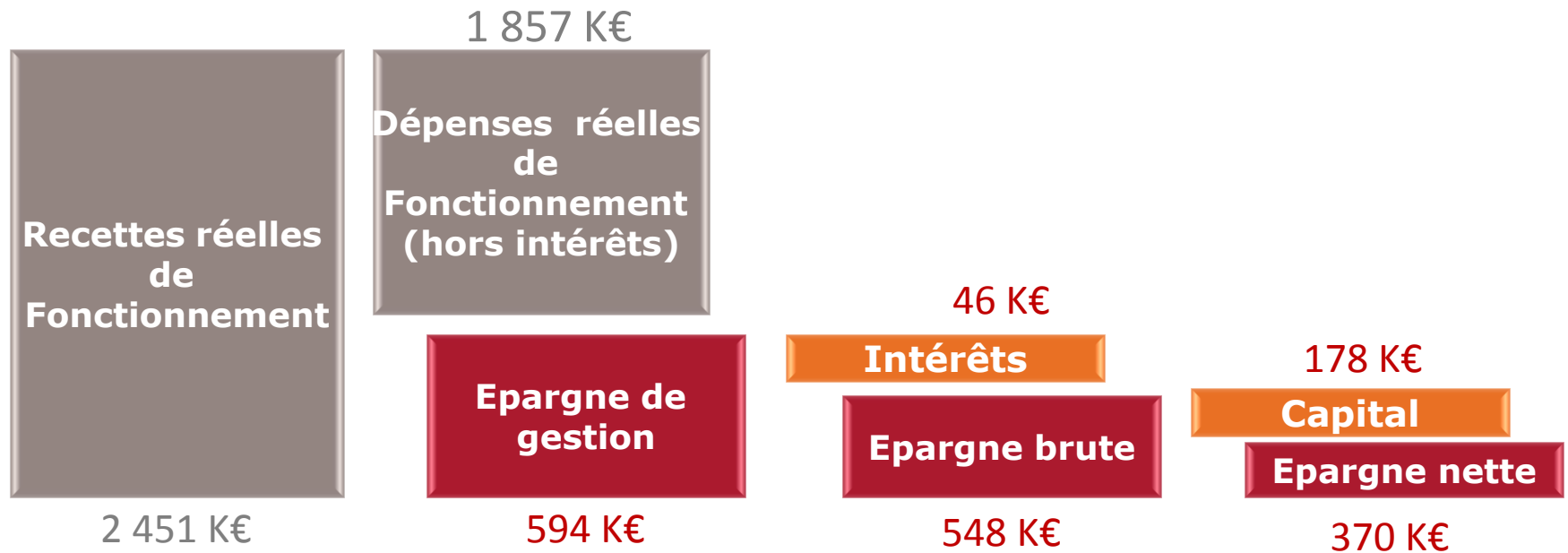
De la constitution de l'épargne...



Exercice 2019

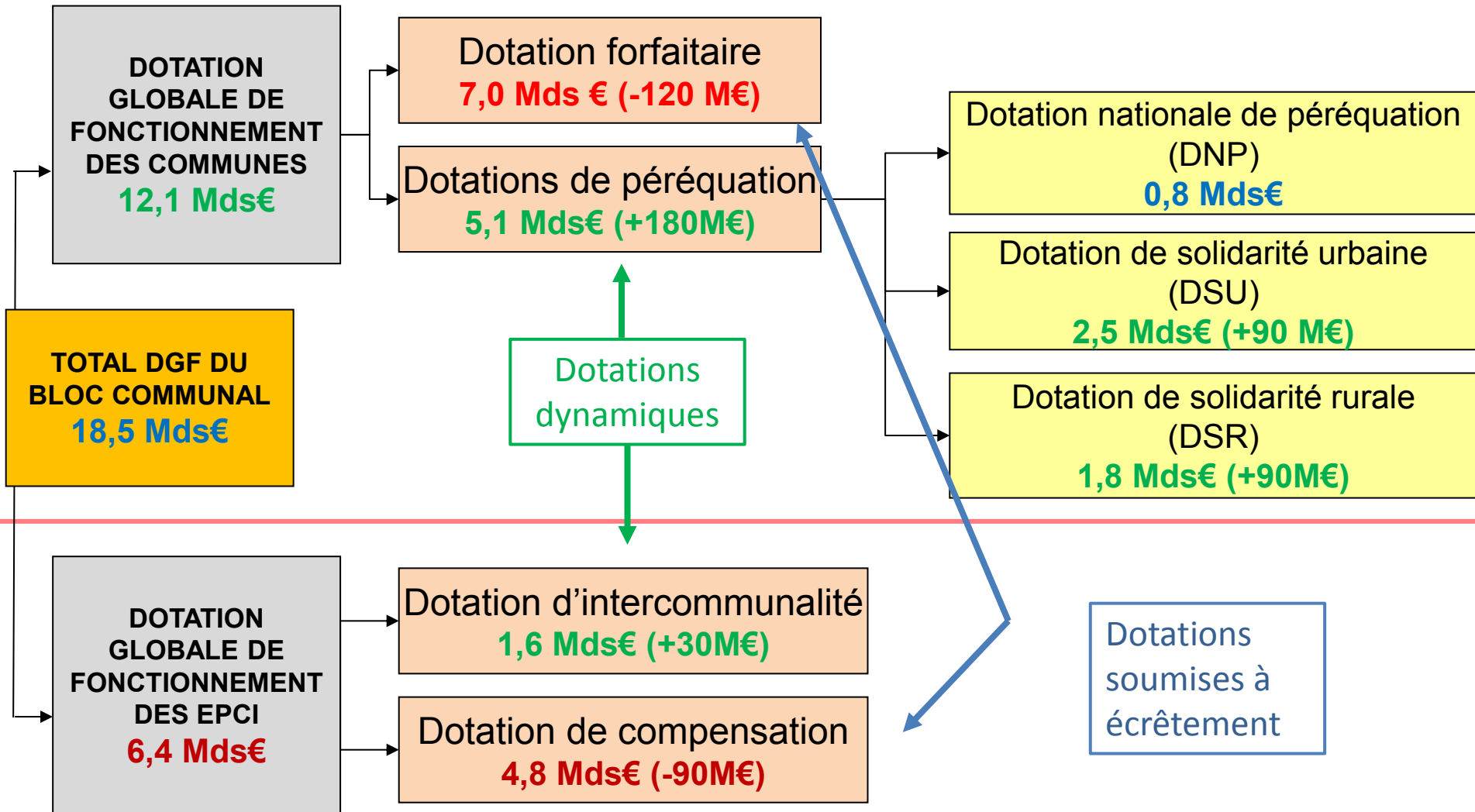
L'analyse financière

De la constitution de l'épargne...

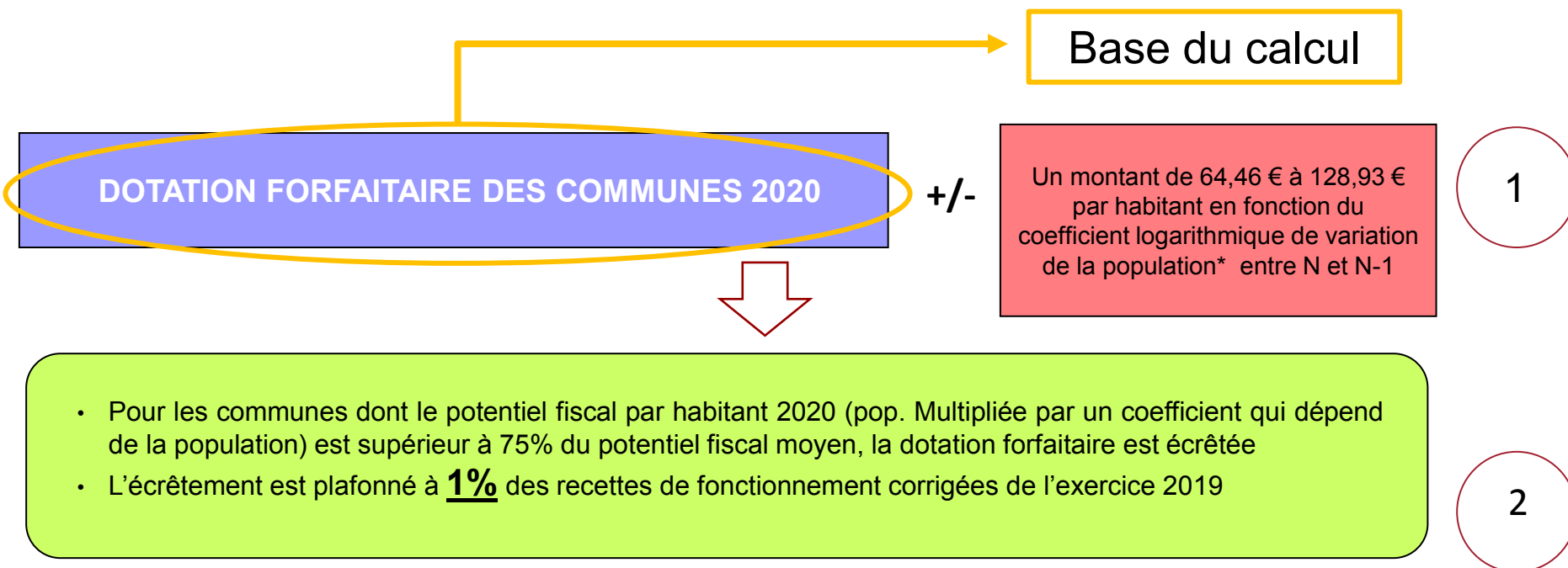


Exercice 2020

ARCHITECTURE DE LA DGF DU BLOC COMMUNAL EN 2021



DETERMINATION DE LA DOTATION FORFAITAIRE 2021 DES COMMUNES : UN CALCUL EN PLUSIEURS TEMPS



** La population fait depuis 2019 l'objet d'une correction pour les communes touristiques*

ESTIMATION DE L'EVOLUTION DE LA DOTATION FORFAITAIRE 2021 A POPULATION 2020 CONSTANTE

- La dotation forfaitaire de l'ensemble des communes membres s'établira à 2,34M€ en 2021 contre 2,67M€ en 2020 :

	Dotation forfaitaire 2020	Ecrêtement 2021	Dotation forfaitaire 2021
ADRETS	190 695	-1 424	189 271
ALLEVARD	427 706	-23 071	404 635
BARRAUX	0	0	0
BERNIN	0	0	0
BIVIERS	28 425	-22 205	6 220
BUISSIERE	3 228	-3 228	0
CHAMP-PRES-FROGES	50 613	-8 637	41 976
CHAPAREILLAN	29 750	-17 518	12 232
CHAPELLE-DU-BARD	2 192	-5 006	-2 814
CHEYLAS	0	0	0
COMBE-DE-LANCEY	43 067	-3 354	39 713
CROLLES	0	0	0
LE HAUT-BRÉDA	137 986	0	137 986
FLACHERIE	14 031	0	14 031
FROGES	0	0	0
GONCELIN	0	0	0
HURTIERES	8 278	-1 160	7 118
LAVAL	47 056	-3 847	43 209
LUMBIN	47 573	-11 933	35 640
MONTBONNOT-SAINT-MARTIN	0	0	0
MOUTARET	7 772	-1 250	6 522
PIERRE	1 454	-1 454	0

	Dotation forfaitaire 2020	Ecrêtement 2021	Dotation forfaitaire 2021
PONTCHARRA	213 084	-35 602	177 482
REVEL	48 930	-6 471	42 459
SAINTE-AGNES	898	-898	0
PLATEAU-DES-PETITES-ROCHES	340 607	0	340 607
SAINT-ISMIER	0	0	0
SAINT-JEAN-LE-VIEUX	21 532	-1 201	20 331
SAINTE-MARIE-D'ALLOIX	0	0	0
SAINTE-MARIE-DU-MONT	46 031	-992	45 039
SAINT-MARTIN-D'URIAGE	0	0	0
SAINT-MAXIMIN	0	0	0
SAINT-MURY-MONTEYMOND	20 186	-1 355	18 831
SAINT-NAZAIRE-LES-EYMES	35 982	-19 929	16 053
CRETS EN BELLEDONNE	176 800	-24 782	152 018
SAINT-VINCENT-DE-MERCUZE	0	0	0
TENCIN	90 737	-8 211	82 526
TERRASSE	101 780	-11 658	90 122
THEYS	128 399	-7 990	120 409
TOUVET	93 893	-16 440	77 453
VERSOUD	102 658	-25 829	76 829
VILLARD-BONNOT	154 861	-44 570	110 291
CHAMROUSSE	51 659	-19 227	32 432
TOTAL	2 667 863	-329 242	2 338 621

LES EFFETS DE L'ECRETEMENT SUR LE TERRITOIRE DU GRESIVAUDAN

- Au global, les communes membres du Grésivaudan subiront en 2021 un écrêtement de leur dotation forfaitaire d'environ 330 k€ :

	Ecrêtement dotation forfaitaire	% des recettes réelles n-2	% de la dotation forfaitaire
ADRETS	-1 424	0,11%	0,75%
ALLEVARD	-23 071	0,42%	5,39%
BARRAUX	0	0,00%	
BERNIN	0	0,00%	
BIVIERS	-22 205	1,00%	78,12%
BUISSIERE	-3 228	0,63%	100,00%
CHAMP-PRES-FROGES	-8 637	0,87%	17,07%
CHAPAREILLAN	-17 518	0,68%	58,88%
CHAPELLE-DU-BARD	-5 006	1,00%	228,36%
CHEYLAS	0	0,00%	
COMBE-DE-LANCEY	-3 354	0,64%	7,79%
CROLLES	0	0,00%	
LE HAUT-BRÉDA	0	0,60%	0,00%
FLACHERIE	0	0,00%	0,00%
FROGES	0	0,00%	
GONCELIN	0	0,00%	
HURTIERES	-1 160	0,92%	14,01%
LAVAL	-3 847	0,49%	8,18%
LUMBIN	-11 933	0,64%	25,08%
MONTBONNOT-SAINT-MARTIN	0	0,00%	
MOUTARET	-1 250	0,65%	16,08%
PIERRE	-1 454	0,33%	100,00%

	Ecrêtement dotation forfaitaire	% des recettes réelles n-2	% de la dotation forfaitaire
PONTCHARRA	-35 602	0,45%	16,71%
REVEL	-6 471	0,56%	13,22%
SAINTE-AGNES	-898	0,17%	100,00%
PLATEAU-DES-PETITES-ROCHES	0	0,21%	0,00%
SAINT-ISMIER	0	0,00%	
SAINT-JEAN-LE-VIEUX	-1 201	0,61%	5,58%
SAINTE-MARIE-D'ALLOIX	0	0,00%	
SAINTE-MARIE-DU-MONT	-992	0,41%	2,15%
SAINT-MARTIN-D'URIAGE	0	0,00%	
SAINT-MAXIMIN	0	0,00%	
SAINT-MURY-MONTEYMOND	-1 355	0,36%	6,71%
SAINT-NAZAIRE-LES-EYMES	-19 929	0,86%	55,39%
CRETS EN BELLEDONNE	-24 782	0,57%	14,02%
SAINT-VINCENT-DE-MERCUZE	0	0,00%	
TENCIN	-8 211	0,55%	9,05%
TERRASSE	-11 658	0,61%	11,45%
THEYS	-7 990	0,49%	6,22%
TOUVET	-16 440	0,47%	17,51%
VERSOUD	-25 829	0,58%	25,16%
VILLARD-BONNOT	-44 570	0,37%	28,78%
CHAMROUSSE	-19 227	0,33%	37,22%
TOTAL	-329 242		

IMPACT DU PLF SUR LA DOTATION DE SOLIDARITE RURALE

- La dotation de solidarité rurale est composée de trois fractions :
 - La fraction bourg-centre
 - La fraction péréquation
 - La fraction cible

La dotation de solidarité rurale est la seule dotation de péréquation abordée. Les communes du Grésivaudan ne bénéficient en effet ni de la dotation de solidarité urbaine, ni de la dotation nationale de péréquation à l'exception des Adrets qui bénéficieraient d'un montant maintenu de 37 272€.

LA DSR : TROIS FRACTIONS

Fraction bourg centre

- **La fraction bourg-centre** : communes de moins de 10 000 habitants chef-lieu de canton ou dont la population représente au moins 15% de la population du canton et certains chefs-lieux d'arrondissement de 10 000 à 20 000 habitants.
- La LFI pour 2015 a intégré en outre les modifications introduites par la loi du 13 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux avec la suppression de la notion de chef lieu de canton et l'intégration de la notion de bureau centralisateur.

Fraction péréquation

- **La fraction péréquation** : communes de moins de 10 000 habitants dont le potentiel financier par habitant est inférieur au double du potentiel financier moyen par habitant des communes appartenant à la même strate démographique

Fraction cible

- **Éligibilité** : 10 000 premières communes de moins de 10 000 habitants, parmi celles éligibles à au moins l'une des deux premières fractions de la DSR

ESTIMATION DE L'EVOLUTION DE LA DSR DES COMMUNES

	Fraction bourg Centre				Fraction péréquation				Dotation de solidarité rurale			
	2020	2021	Ecart	Evolution	2020	2021	Ecart	Evolution	2020	2021	Ecart	Evolution
ADRETS	0	0	0	0%	30 100	33 612	3 512	12%	30 100	33 612	3 512	12%
ALLEVARD	139 024	142 500	3 476	2%	72 419	76 039	3 620	5%	211 443	218 539	7 096	3%
BARRAUX	0	0	0	0%	21 516	22 592	1 076	5%	21 516	22 592	1 076	5%
BERNIN	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0	0	0%
BIVIERS	0	0	0	0%	25 803	27 119	1 316	5%	25 803	27 119	1 316	5%
BUISSIERE	0	0	0	0%	10 401	10 921	520	5%	10 401	10 921	520	5%
CHAMP-PRES-FROGES	0	0	0	0%	14 420	15 141	721	5%	14 420	15 141	721	5%
CHAPAREILLAN	0	0	0	0%	45 555	47 137	1 582	3%	45 555	47 137	1 582	3%
CHAPELLE-DU-BARD	0	0	0	0%	17 236	18 098	862	5%	17 236	18 098	862	5%
CHEYLAS	0	0	0	0%	0	0	0	0%	0	0	0	0%
COMBE-DE-LANCEY	0	0	0	0%	16 660	17 493	833	5%	16 660	17 493	833	5%
CROLLES	0	0	0	0%	72 197	74 656	2 459	3%	72 197	74 656	2 459	3%
LE HAUT-BRÉDA	0	0	0	0%	18 191	22 921	4 730	26%	18 191	22 921	4 730	26%
FLACHERIE	0	0	0	0%	6 995	7 370	375	5%	6 995	7 370	375	5%
FROGES	0	0	0	0%	30 988	32 537	1 549	5%	30 988	32 537	1 549	5%
GONCELIN	8 214	10 103	1 889	23%	29 208	31 433	2 225	8%	37 422	41 536	4 114	11%
HURTIERES	0	0	0	0%	3 583	3 762	179	5%	3 583	3 762	179	5%
LAVAL	0	0	0	0%	25 906	27 201	1 295	5%	25 906	27 201	1 295	5%
LUMBIN	0	0	0	0%	25 738	27 025	1 287	5%	25 738	27 025	1 287	5%
MONTBONNOT-SAINT-MARTIN	0	0	0	0%	35 712	37 296	1 584	4%	35 712	37 296	1 584	4%
MOUTARET	0	0	0	0%	6 811	7 152	341	5%	6 811	7 152	341	5%
PIERRE	0	0	0	0%	6 295	7 932	1 637	26%	6 295	7 932	1 637	26%

- Les données ci-dessus sont issues de simulations et sont donc à prendre avec précaution.

ESTIMATION DE L'EVOLUTION DE LA DSR DES COMMUNES

	Fraction bourg Centre				Fraction péréquation				Dotation de solidarité rurale			
	2020	2021	Ecart	Evolution	2020	2021	Ecart	Evolution	2020	2021	Ecart	Evolution
PONTCHARRA	195 465	200 352	4 887	2%	108 466	113 889	5 423	5%	303 931	314 241	10 310	3%
REVEL	0	0	0	0%	32 561	34 189	1 628	5%	32 561	34 189	1 628	5%
SAINTE-AGNES	0	0	0	0%	17 632	18 514	882	5%	17 632	18 514	882	5%
PLATEAU-DES-PETITES-ROCHES	0	0	0	0%	52 117	55 149	3 032	6%	52 117	55 149	3 032	6%
SAINT-ISMIER	0	0	0	0%	78 733	82 670	3 937	5%	78 733	82 670	3 937	5%
SAINT-JEAN-LE-VIEUX	0	0	0	0%	6 717	7 053	336	5%	6 717	7 053	336	5%
SAINTE-MARIE-D'ALLOIX	0	0	0	0%	6 383	6 702	319	5%	6 383	6 702	319	5%
SAINTE-MARIE-DU-MONT	0	0	0	0%	6 272	6 586	314	5%	6 272	6 586	314	5%
SAINT-MARTIN-D'URIAGE	42 885	39 561	-3 324	-8%	76 752	80 589	3 837	5%	119 637	120 150	513	0%
SAINT-MAXIMIN	0	0	0	0%	11 977	12 588	611	5%	11 977	12 588	611	5%
SAINT-MURY-MONTEYMOND	0	0	0	0%	10 539	11 066	527	5%	10 539	11 066	527	5%
SAINT-NAZAIRE-LES-EYMES	0	0	0	0%	34 432	36 154	1 722	5%	34 432	36 154	1 722	5%
CRETS EN BELLEDONNE	51 845	53 141	1 296	2%	56 715	59 551	2 836	5%	108 560	112 692	4 132	4%
SAINT-VINCENT-DE-MERCUZE	0	0	0	0%	17 598	18 478	880	5%	17 598	18 478	880	5%
TENCIN	0	0	0	0%	29 321	30 787	1 466	5%	29 321	30 787	1 466	5%
TERRASSE	0	0	0	0%	36 973	38 822	1 849	5%	36 973	38 822	1 849	5%
THEYS	0	0	0	0%	50 671	53 205	2 534	5%	50 671	53 205	2 534	5%
TOUVET	93 748	96 092	2 344	2%	52 404	55 024	2 620	5%	146 152	151 116	4 964	3%
VERSOUD	0	0	0	0%	61 400	66 250	4 850	8%	61 400	66 250	4 850	8%
VILLARD-BONNOT	0	0	0	0%	75 820	79 611	3 791	5%	75 820	79 611	3 791	5%
CHAMROUSSE	0	0	0	0%	19 534	20 511	977	5%	19 534	20 511	977	5%
Total	531 181	541 749	10 568	2%	1 358 751	1 434 825	76 074	6%	1 889 932	1 976 574	86 642	5%



Les simulations sont réalisées à population constante. Les évolutions sont liées aux évolutions spontanées si les communes étaient soumises en 2020 à un plafonnement ou écrêtement ainsi qu'à la hausse de l'enveloppe de 90 M€ de la DSR qui devrait être adoptée pour 2021. Elles doivent être considérées avec prudence. Les montants précis seront connus en mars.

SYNTHESE DE L'EVOLUTION DE LA DGF DES COMMUNES

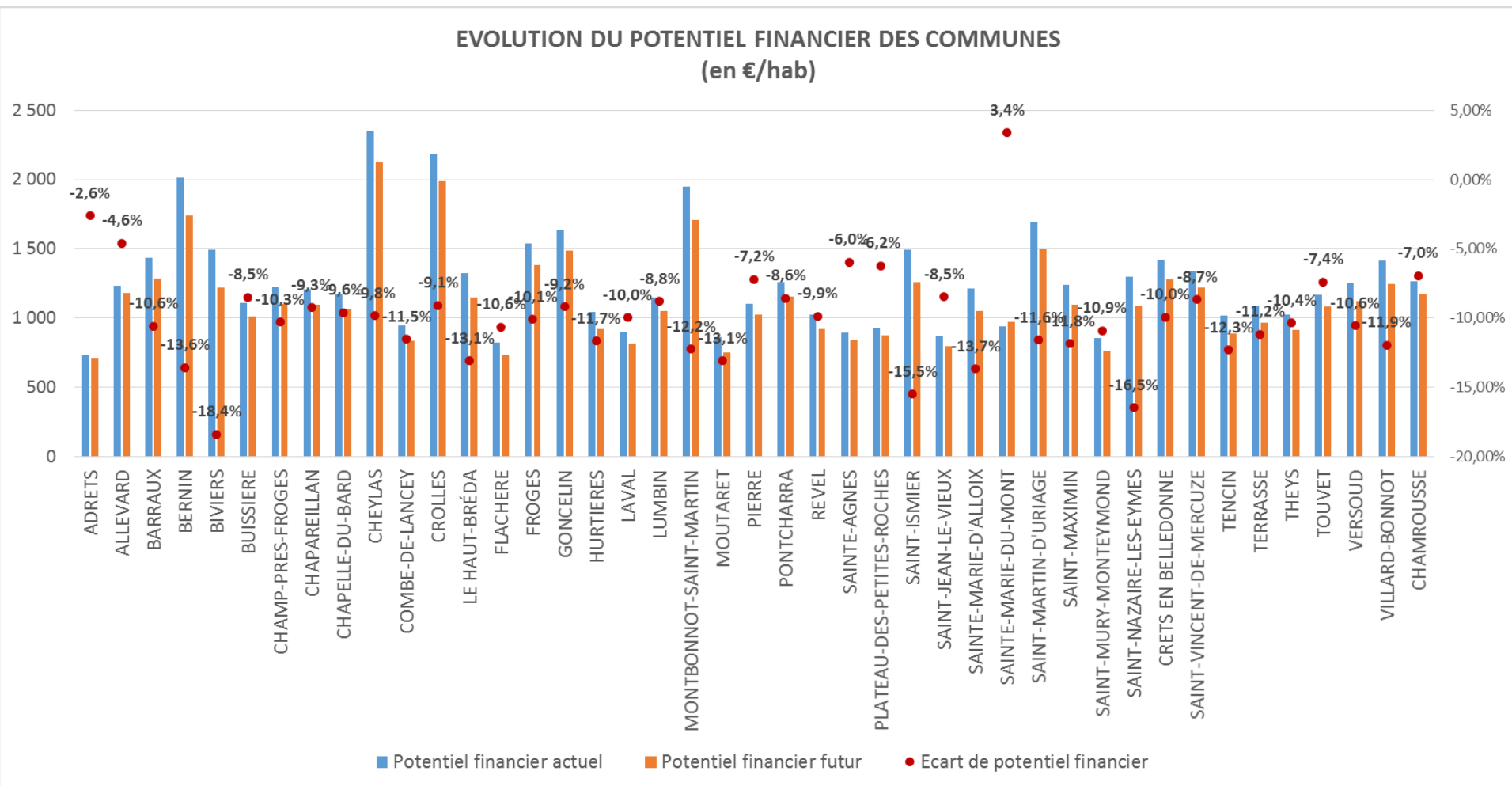
Evolution de la DGF des communes				
	2020	2021	Ecart	Evolution
ADRETS	258 067	260 155	2 088	1%
ALLEVARD	639 149	623 174	-15 975	-2%
BARRAUX	21 516	22 592	1 076	5%
BERNIN	0	0	0	n/a
BIVIERS	54 228	33 339	-20 889	-39%
BUISSIERE	13 629	10 921	-2 708	-20%
CHAMP-PRES-FROGES	65 033	57 117	-7 916	-12%
CHAPAREILLAN	75 305	59 369	-15 936	-21%
CHAPELLE-DU-BARD	19 428	15 284	-4 144	-21%
CHEYLAS	0	0	0	n/a
COMBE-DE-LANCEY	59 727	57 206	-2 521	-4%
CROLLES	72 197	74 656	2 459	3%
LE HAUT-BRÉDA	156 177	160 907	4 730	3%
FLACHERIE	21 026	21 401	375	2%
FROGES	30 988	32 537	1 549	5%
GONCELIN	37 422	41 536	4 114	11%
HURTIERES	11 861	10 880	-981	-8%
LAVAL	72 962	70 410	-2 552	-3%
LUMBIN	73 311	62 665	-10 646	-15%
MONTBONNOT-SAINT-MARTIN	35 712	37 296	1 584	4%
MOUTARET	14 583	13 674	-909	-6%
PIERRE	7 749	7 932	183	2%

Evolution de la DGF des communes				
	2020	2021	Ecart	Evolution
PONTCHARRA	517 015	491 723	-25 292	-5%
REVEL	81 491	76 648	-4 843	-6%
SAINTE-AGNES	18 530	18 514	-16	0%
PLATEAU-DES-PETITES-ROCHES	392 724	395 756	3 032	1%
SAINT-ISMIER	78 733	82 670	3 937	5%
SAINT-JEAN-LE-VIEUX	28 249	27 384	-865	-3%
SAINTE-MARIE-D'ALLOIX	6 383	6 702	319	5%
SAINTE-MARIE-DU-MONT	52 303	51 625	-678	-1%
SAINT-MARTIN-D'URIAGE	119 637	120 150	513	0%
SAINT-MAXIMIN	11 977	12 588	611	5%
SAINT-MURY-MONTEYMOND	30 725	29 897	-828	-3%
SAINT-NAZAIRE-LES-EYMES	70 414	52 207	-18 207	-26%
CRETS EN BELLEDONNE	285 360	264 710	-20 650	-7%
SAINT-VINCENT-DE-MERCUZE	17 598	18 478	880	5%
TENCIN	120 058	113 313	-6 745	-6%
TERRASSE	138 753	128 944	-9 809	-7%
THEYS	179 070	173 614	-5 456	-3%
TOUVET	240 045	228 569	-11 476	-5%
VERSOUD	164 058	143 079	-20 979	-13%
VILLARD-BONNOT	230 681	189 902	-40 779	-18%
CHAMROUSSE	71 193	52 943	-18 250	-26%
TOTAL	4 595 067	4 352 467	-242 600	-5%



EVOLUTION DU POTENTIEL FINANCIER DES COMMUNES

A COMPTER DE 2022



■ Potentiel financier actuel ■ Potentiel financier futur ● Ecart de potentiel financier

- Toutes choses égales par ailleurs, la variation moyenne du potentiel financier par habitant s'établirait à -10,6% pour les communes membres du Grésivaudan.

LE FPIC

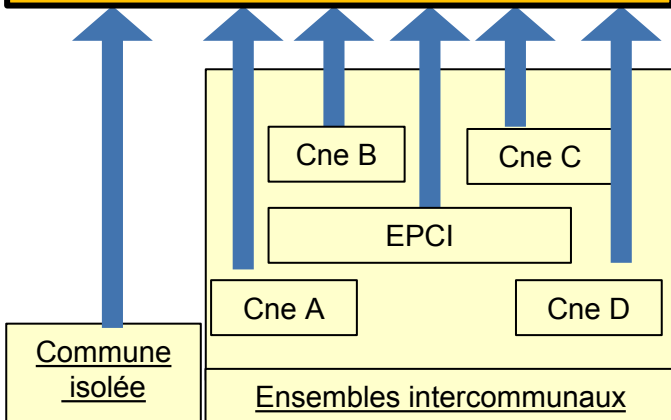
CONTRIBUTION

FPIC + FSRIF plafonnés à **14%** des ressources fiscales perçues (n-1).

Montant de la contribution déterminé en fonction de l'indice synthétique composé à :

75 %, écart relatif à 90 % du potentiel financier agrégé moyen par habitant en prenant en compte la population corrigée par un coefficient logarithmique
25 %, écart relatif au revenu moyen par habitant calculé à partir de la population INSEE

Éligibilité au prélèvement lorsque le PFIA * est supérieur à 90% du PFIAM **



FPIC

150 M€ en 2012
360 M€ en 2013
570 M€ en 2014
780 M€ en 2015
1 Md€ depuis 2016

A titre d'information, l'EI de la CCG se situe dans le top 10 des contributeurs

ATTRIBUTION

Si effort fiscal > 1

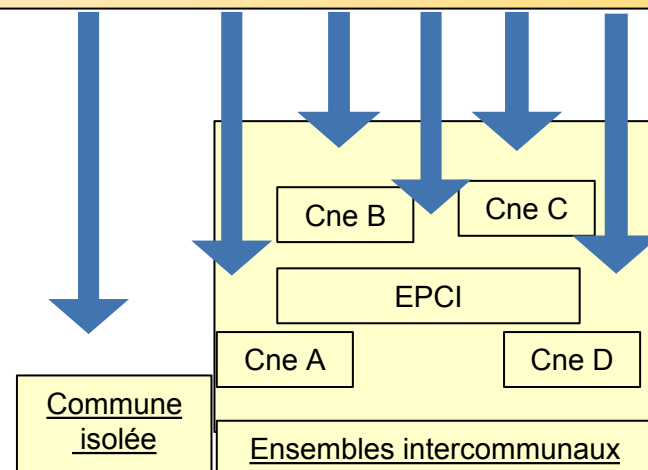
En fonction de :

Indice synthétique de charges

Reversement tient compte d'un indice synthétique
20% Rapport du potentiel PFIAM/PFIA
60% Rapport du revenu RMN hab/RM hab territoire
20% Rapport effort fiscal : EF/EFM

60% des premiers EI éligibles

A titre d'information, l'EI de la CCG se situe à environ 97% du classement



* Potentiel financier agrégé ** Potentiel financier agrégé moyen national

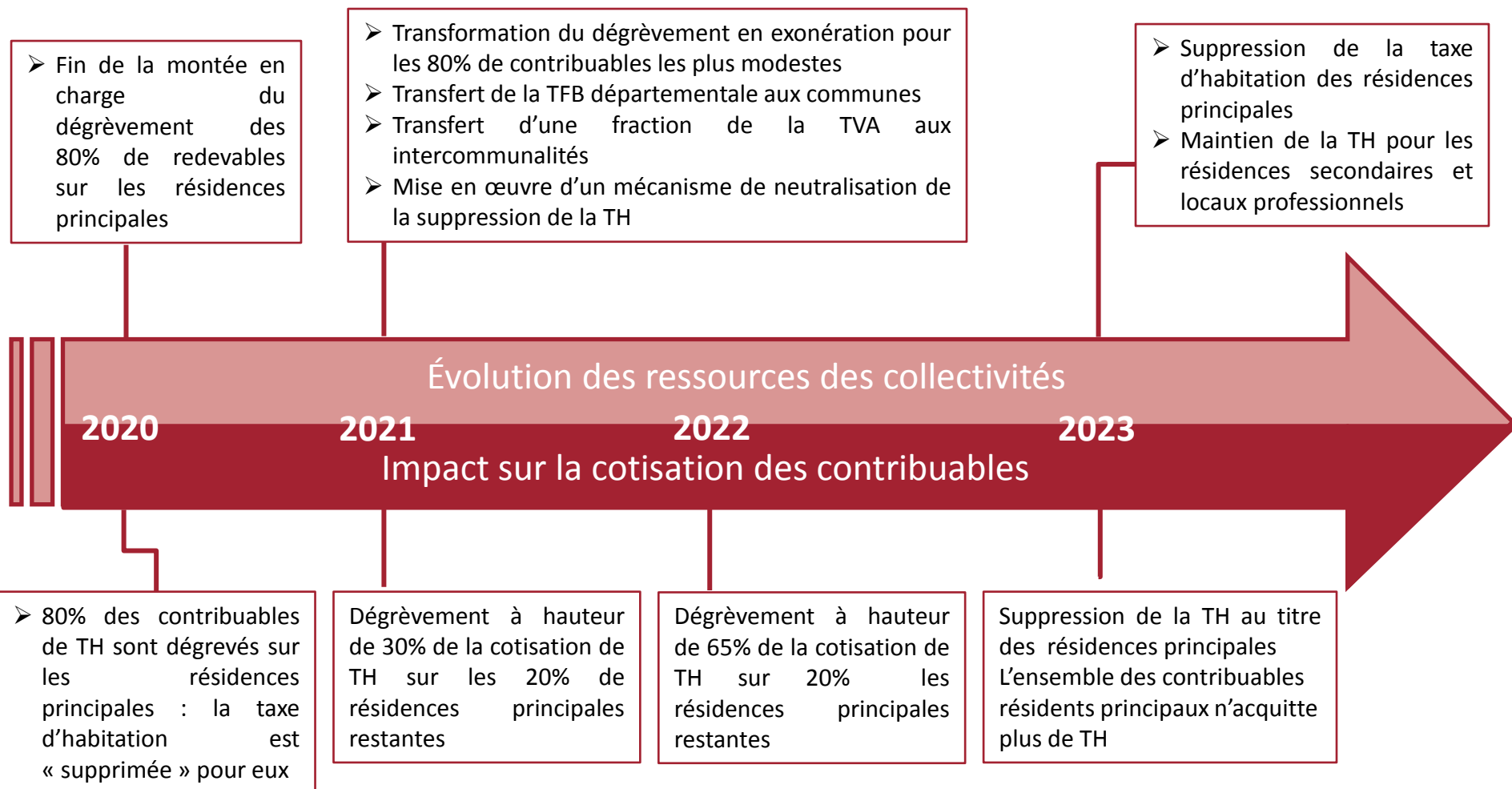
REPARTITION DE LA CONTRIBUTION FPIC ENTRE LES COMMUNES

- De droit commun, la contribution FPIC des communes se répartie entre elles en fonction du poids de leur potentiel financier dans le total du potentiel financier des communes.

	Potentiel financier	Part dans le total	Contribution à supporter
AORETS	1 778 037	1,11%	-58 008
ALLEYARD	6 420 575	4,00%	-137 243
BARRAUD	2 857 768	1,77%	-80 661
BERNIN	6 421 517	4,01%	-137 263
BINTERS	3 751 198	2,34%	-80 188
BUISSIERE	763 296	0,48%	-16 316
CHAMP-PRES-FROGES	1 499 273	0,94%	-32 049
CHAPAREILLAN	3 789 170	2,36%	-80 998
CHAPELLE-DU-BARD	719 958	0,45%	-15 350
CHEYRAS	6 146 407	3,83%	-131 387
COMBE-DE-LANCEY	697 406	0,43%	-14 908
CROLES	18 660 618	11,64%	-588 893
LE HAUT-BRÉDA	1 695 759	1,06%	-36 249
FLACHÈRE	420 281	0,26%	-8 984
FROGES	5 288 069	3,27%	-111 970
GONCELIN	4 070 405	2,54%	-87 010
HURTIÈRES	183 326	0,11%	-3 919
LAVAL	985 213	0,61%	-21 060
LUMBIN	2 589 675	1,58%	-54 289
MONTBONNOT-SAINT-MARTIN	11 155 145	6,95%	-238 037
MOUTARET	240 173	0,15%	-5 134
PIERRE	659 089	0,40%	-13 661

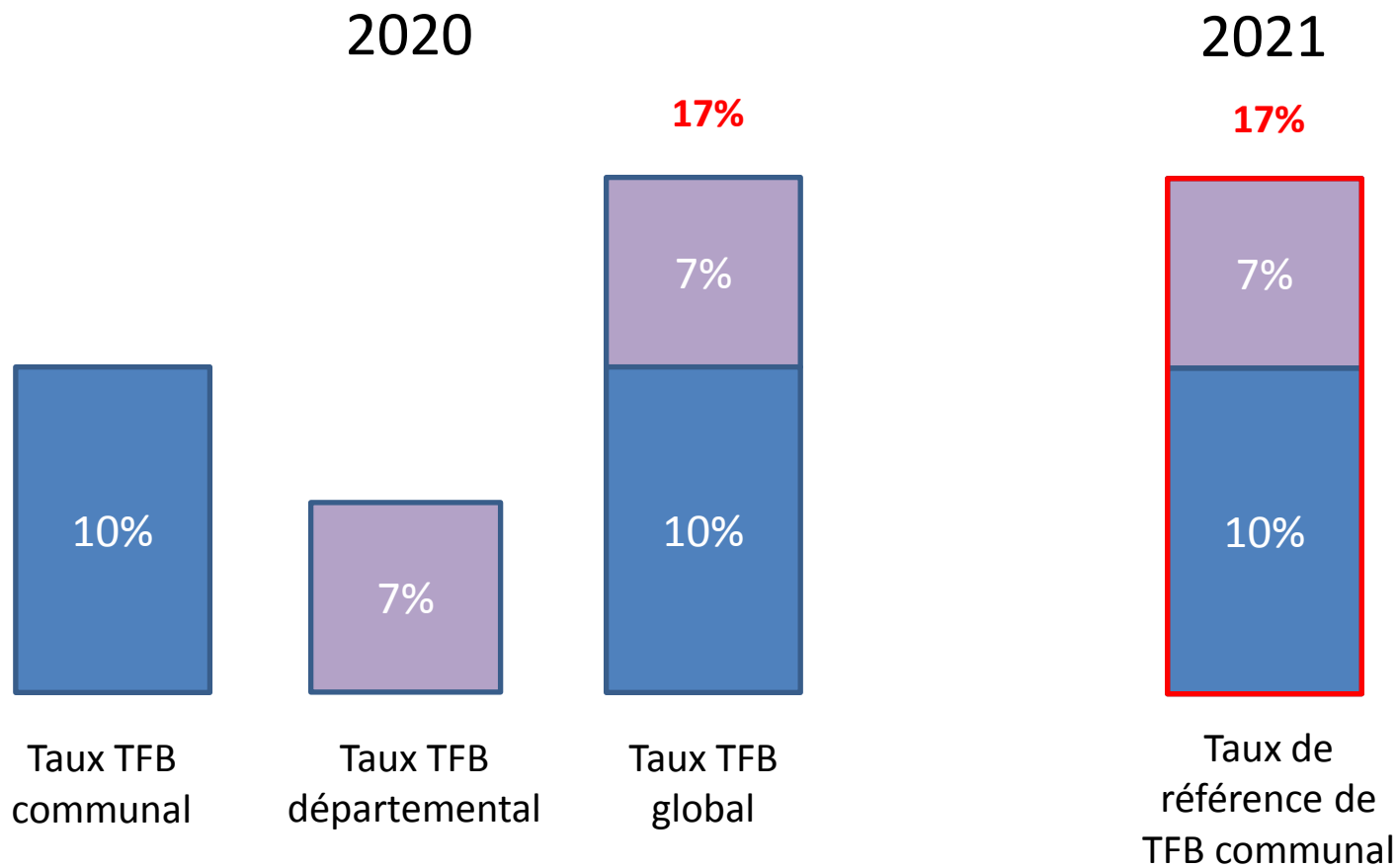
	Potentiel financier	Part dans le total	Contribution à supporter
PONTCHARRA	9 535 895	5,95%	-205 841
REVEL	1 441 913	0,90%	-30 823
SAINTE-AGNES	559 610	0,35%	-11 962
PLATEAU-DES-PETITES-ROCHES	2 515 852	1,57%	-53 779
SAINT-ISMIER	10 957 525	6,82%	-235 798
SAINT-JEAN-LE-VIEUX	260 908	0,16%	-5 577
SAINT-MARIE-D'ALLOIX	610 108	0,38%	-13 042
SAINT-MARIE-DU-MONT	255 694	0,16%	-5 466
SAINT-MARTIN-D'URIAGE	9 852 387	6,15%	-210 607
SAINT-MAXIMIN	844 989	0,53%	-18 063
SAINT-MURY-MONTEYMOND	290 665	0,18%	-8 213
SAINT-MAZAIRE-LES-EYMES	3 968 842	2,48%	-84 859
CRETS EN BELLEDONNE	4 930 473	3,08%	-105 395
SAINT-VINCENT-DE-MERCUZE	2 136 017	1,33%	-43 660
TENCIN	2 178 008	1,36%	-46 557
TERRASSE	2 941 295	1,83%	-62 874
THEYS	2 195 488	1,37%	-46 931
TOUVET	3 985 800	2,45%	-84 132
VERSOU	6 181 975	3,82%	-131 078
VILLARD-BONNOT	10 160 939	6,34%	-217 202
CHAMRUSSE	4 013 762	2,50%	-85 799
TOTAL	160 529 904	100,00%	-5 427 243

2020-2023: LA SUPPRESSION PROGRESSIVE DE LA TAXE D'HABITATION POUR L'ENSEMBLE DES RESIDENCES PRINCIPALES



LE TAUX DE RÉFÉRENCE 2021 DE LA TAXE SUR LE FONCIER BATI

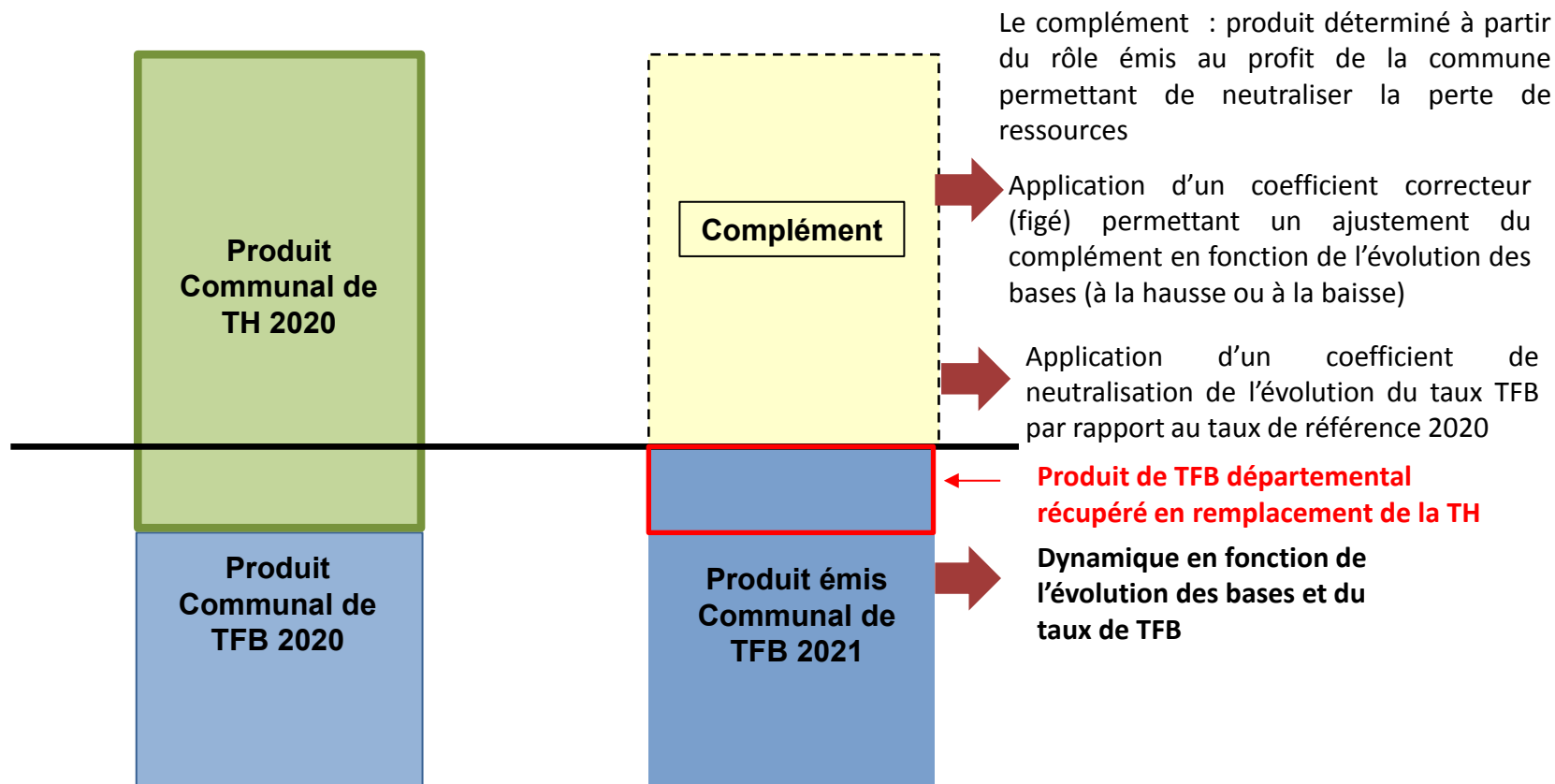
- Le taux de référence 2021 de la taxe sur le foncier bâti communal correspondra à la somme du taux communal et du taux départemental 2020.



COMMUNE COMPENSÉE

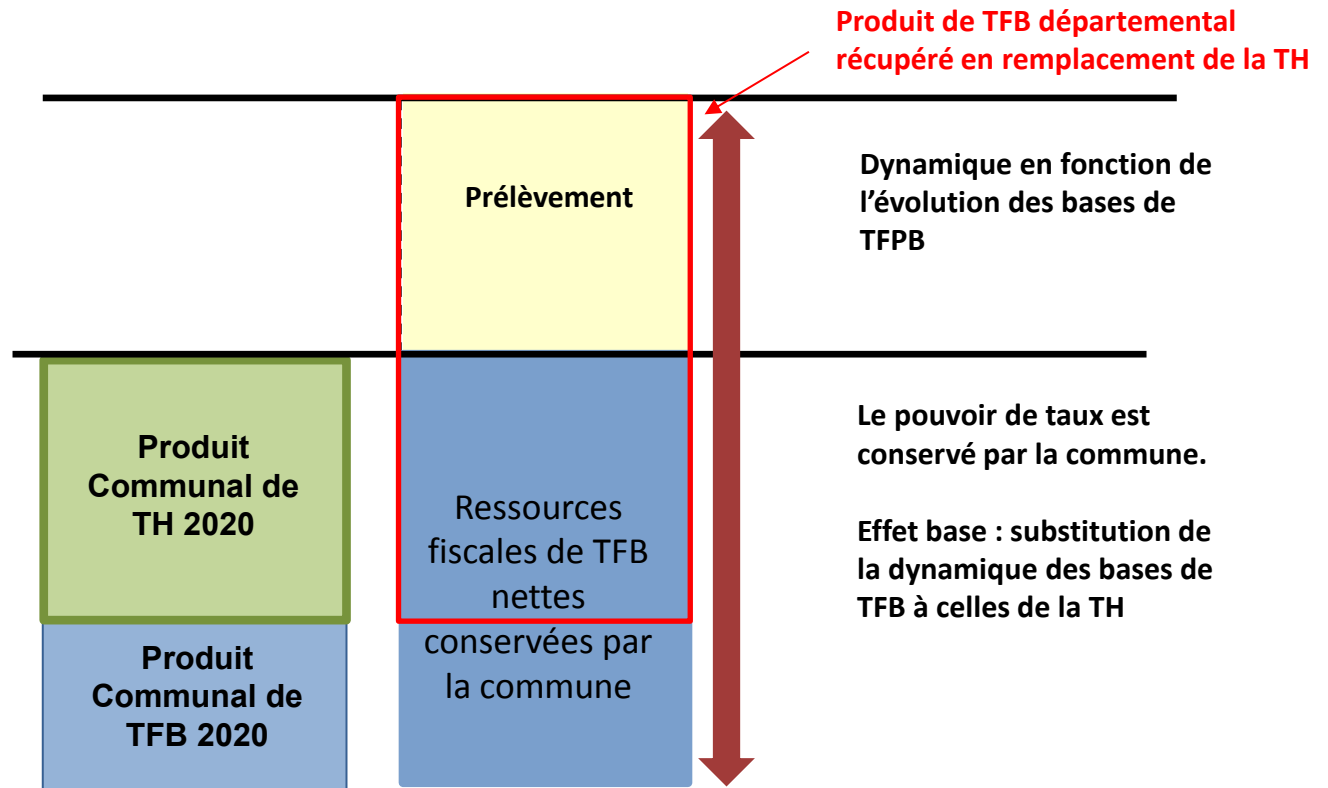
Ressources TH+TFB 2020

Produit de TFB versé à la commune en 2021



- Réduction du pouvoir de taux par rapport à la TH
- Effet base : substitution de la dynamique des bases de TFB à celles de la TH

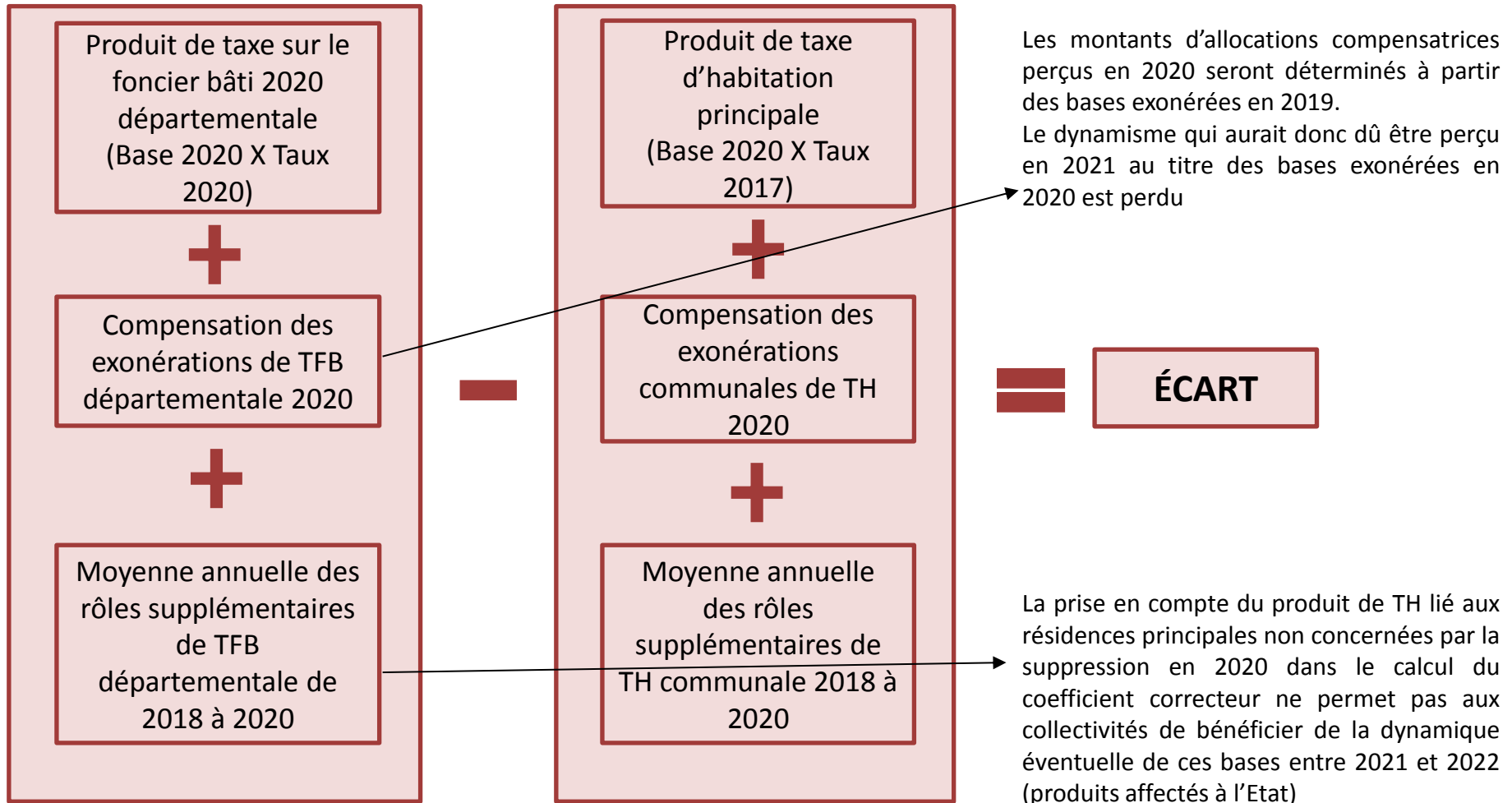
COMMUNE PRELEVÉE



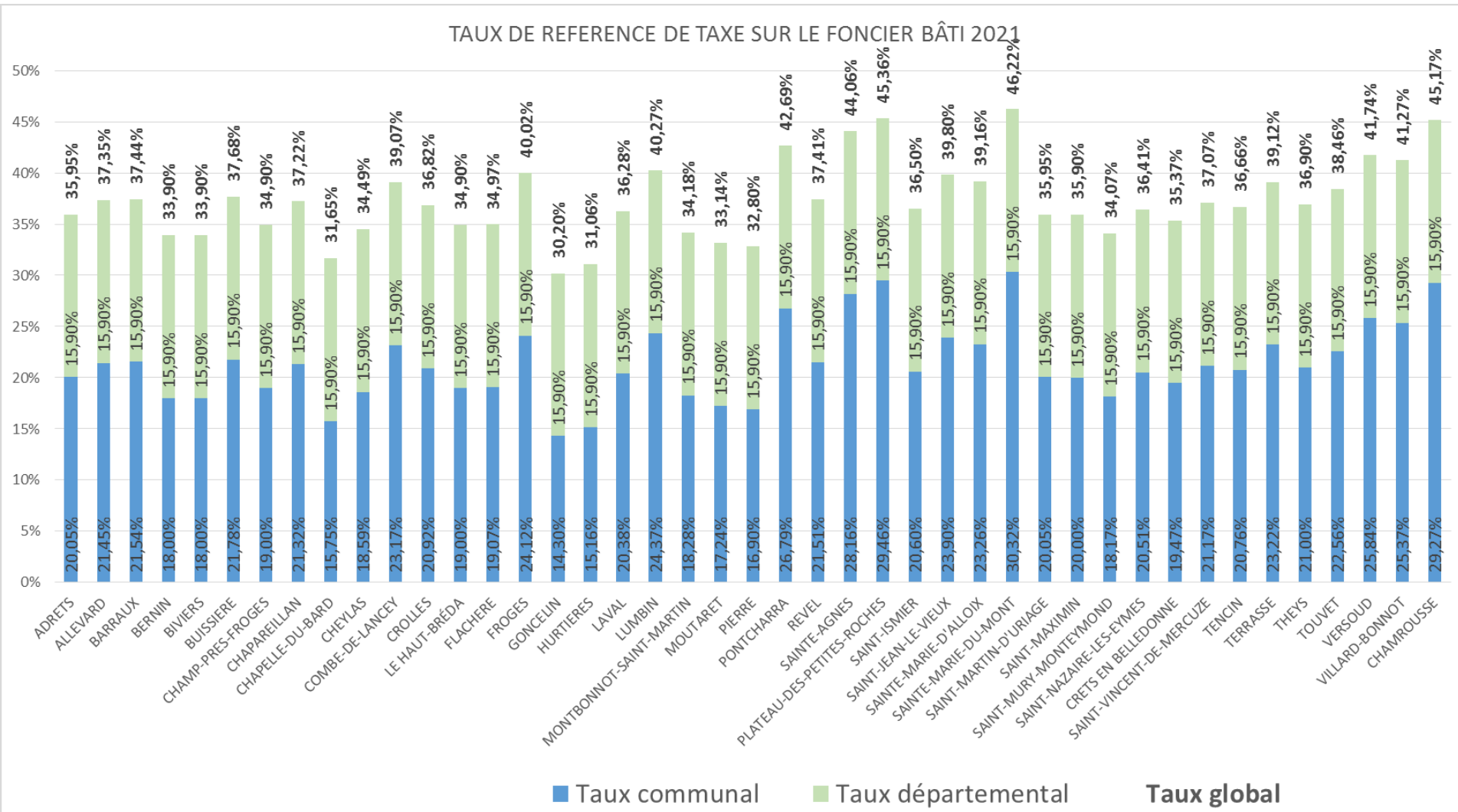
- Si le montant de la surcompensation est inférieur ou égal à 10 000€, la commune n'est ni prélevée, ni compensée.

DÉTERMINATION DE L'ÉCART DE RESSOURCES ENTRE TFB ET TH

- **L'écart de ressources entre la TFB départementale et la TH communale** est déterminé selon les modalités suivantes :

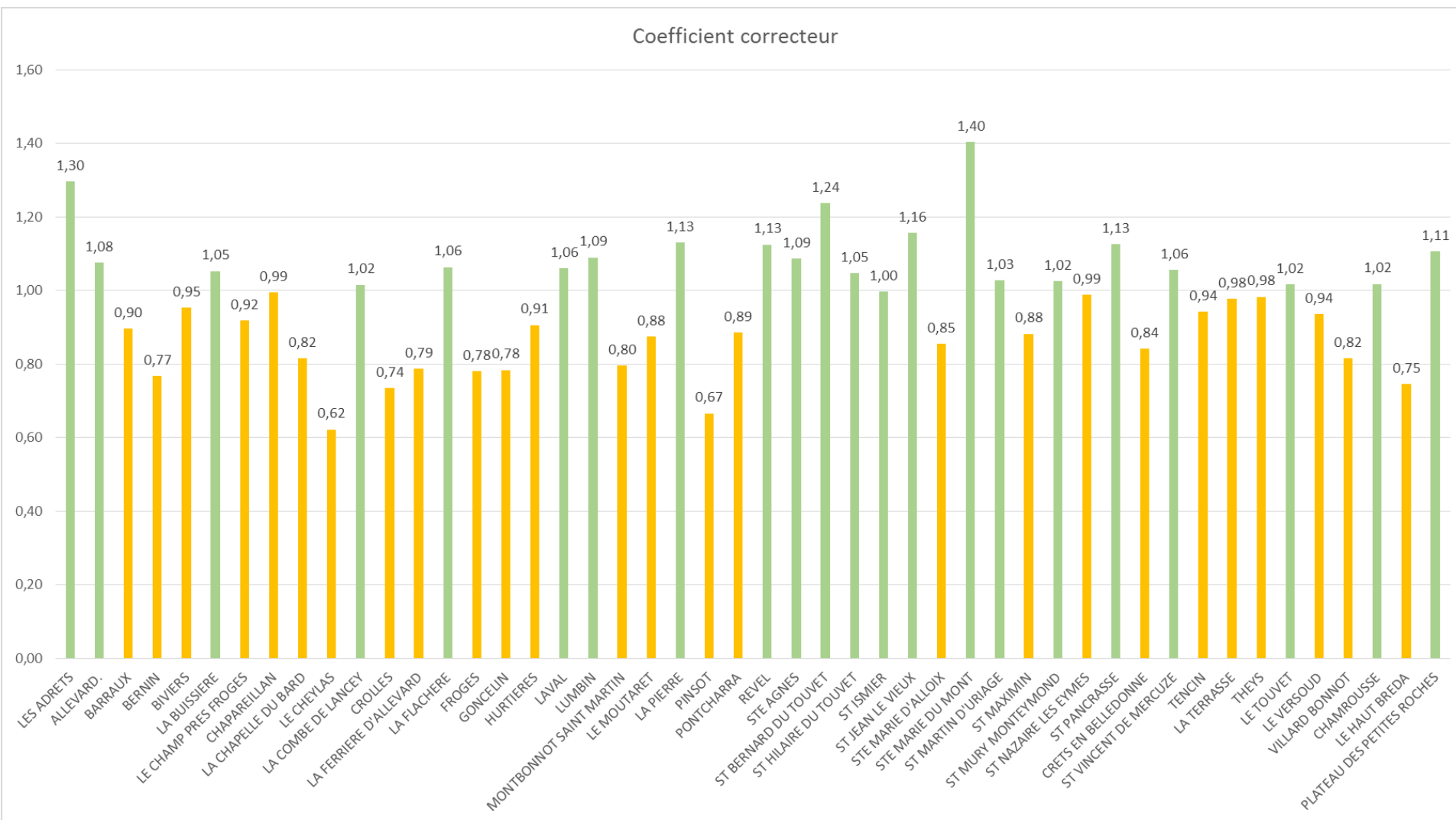


LE TAUX DE REFERENCE 2021 DES COMMUNES MEMBRES



- Le taux de référence de TFB 2021 correspond à la somme des taux de taxe sur le foncier bâti votés par la commune et le département en 2020.

APPROCHE DU COEFFICIENT CORRECTEUR DES COMMUNES



QUELS ECARTS DE RESSOURCES POUR LES COMMUNES ?

	Total TFB de remplacement	Total TH à remplacer	Ecart
BARRAUX	330 924	237 477	93 447
BERNIN	1 055 379	516 297	539 082
BIVIERS	692 633	601 312	91 321
LA BUISSIÈRE	97 978	109 919	-11 941
LE CHAMP PRES FROGES	203 786	162 897	40 889
CHAPAREILLAN	447 543	423 298	24 245
LA CHAPELLE DU BARD	110 551	61 569	48 982
LE CHEYLAS	969 087	162 386	806 701
LA COMBE DE LANCEY	92 205	91 732	473
CROLLES	3 173 793	1 181 085	1 992 708
LA FERRIERE D'ALLEVARD	216 690	22 312	194 378
LA FLACHÈRE	53 121	60 237	-7 116
FROGES	604 874	246 628	358 246
GONCELIN	426 331	246 812	179 519
HURTIÈRES	16 104	12 658	3 446
LAVAL	115 554	115 841	-287
LUMBIN	319 309	386 851	-67 542
MONTBONNOT SAINT MARTIN	1 958 752	1 032 635	926 117
LE MOUTARET	33 742	23 433	10 309
LA PIERRE	57 642	71 856	-14 214
PINSOT	108 514	12 104	96 410
PONTCHARRA	1 459 652	952 163	507 489

	Total TFB de remplacement	Total TH à remplacer	Ecart
REVEL	203 302	246 388	-43 086
STE AGNES	67 935	69 901	-1 966
ST BERNARD DU TOUVET	68 639	87 396	-18 757
ST HILAIRE DU TOUVET	171 852	176 458	-4 606
ST ISMIER	1 805 986	1 754 280	51 706
ST JEAN LE VIEUX	29 555	41 452	-11 897
STE MARIE D'ALLOIX	100 953	59 673	41 280
STE MARIE DU MONT	26 201	45 348	-19 147
ST MARTIN D'URIAGE	1 320 498	1 293 904	26 594
ST MAXIMIN	94 515	68 822	25 693
ST MURY MONTEYMOND	33 730	32 109	1 621
ST NAZAIRE LES EYMES	641 770	612 845	28 925
ST PANCRASSE	45 220	53 930	-8 710
CRETS EN BELLEDONNE	605 071	361 314	243 757
ST VINCENT DE MERCUZE	264 830	289 597	-24 767
TENCIN	215 745	190 287	25 458
LA TERRASSE	387 531	359 330	28 201
THEYS	241 285	199 061	42 224
LE TOUVET	495 829	488 707	7 122
LE VERSOUD	870 389	702 849	167 540
VILLARD BONNOT	1 181 463	594 065	587 398
CHAMROUSSE	742 571	108 754	633 817



DETERMINATION DU COEFFICIENT CORRECTEUR ?

	Ecart TH communale remplacée et TFB départementale de remplacement	Produit de TFB 2020			Coefficient correcteur
		Produit communal	Produit départemental	Total	
REVEL	43 086	276 372	203 302	479 674	1,09
STE AGNES	1 966	120 400	67 935	188 335	1,01
ST BERNARD DU TOUVET	18 757	137 575	68 639	206 214	1,09
ST HILAIRE DU TOUVET	4 606	319 240	171 852	491 092	1,01
ST ISMIER	-51 706	2 401 179	1 805 986	4 207 165	0,99
ST JEAN LE VIEUX	11 897	44 424	29 555	73 979	1,16
STE MARIE D'ALLOIX	-41 280	148 811	100 953	249 764	0,83
STE MARIE DU MONT	19 147	49 832	26 201	76 033	1,25
ST MARTIN D'URIAGE	-26 594	1 676 645	1 320 498	2 997 143	0,99
ST MAXIMIN	-25 693	120 003	94 515	214 518	0,88
ST MURY MONTEYMOND	-1 621	38 512	33 730	72 242	0,98
ST NAZAIRE LES EYMES	-28 925	840 900	641 770	1 482 670	0,98
ST PANCRASSE	8 710	100 745	45 220	145 965	1,06
CRETS EN BELLEDONNE	-243 757	749 827	605 071	1 354 898	0,82
ST VINCENT DE MERCUZE	24 767	353 528	264 830	618 358	1,04
TENCIN	-25 458	280 523	215 745	496 268	0,95
LA TERRASSE	-28 201	564 023	387 531	951 554	0,97
THEYS	-42 224	322 058	241 285	563 343	0,93
LE TOUVET	-7 122	728 951	495 829	1 224 780	0,99
LE VERSOUD	-167 540	1 425 344	870 389	2 295 733	0,93
VILLARD BONNOT	-587 398	1 856 435	1 181 463	3 037 898	0,81
CHAMROUSSE	-633 817	1 367 597	742 571	2 110 168	0,70

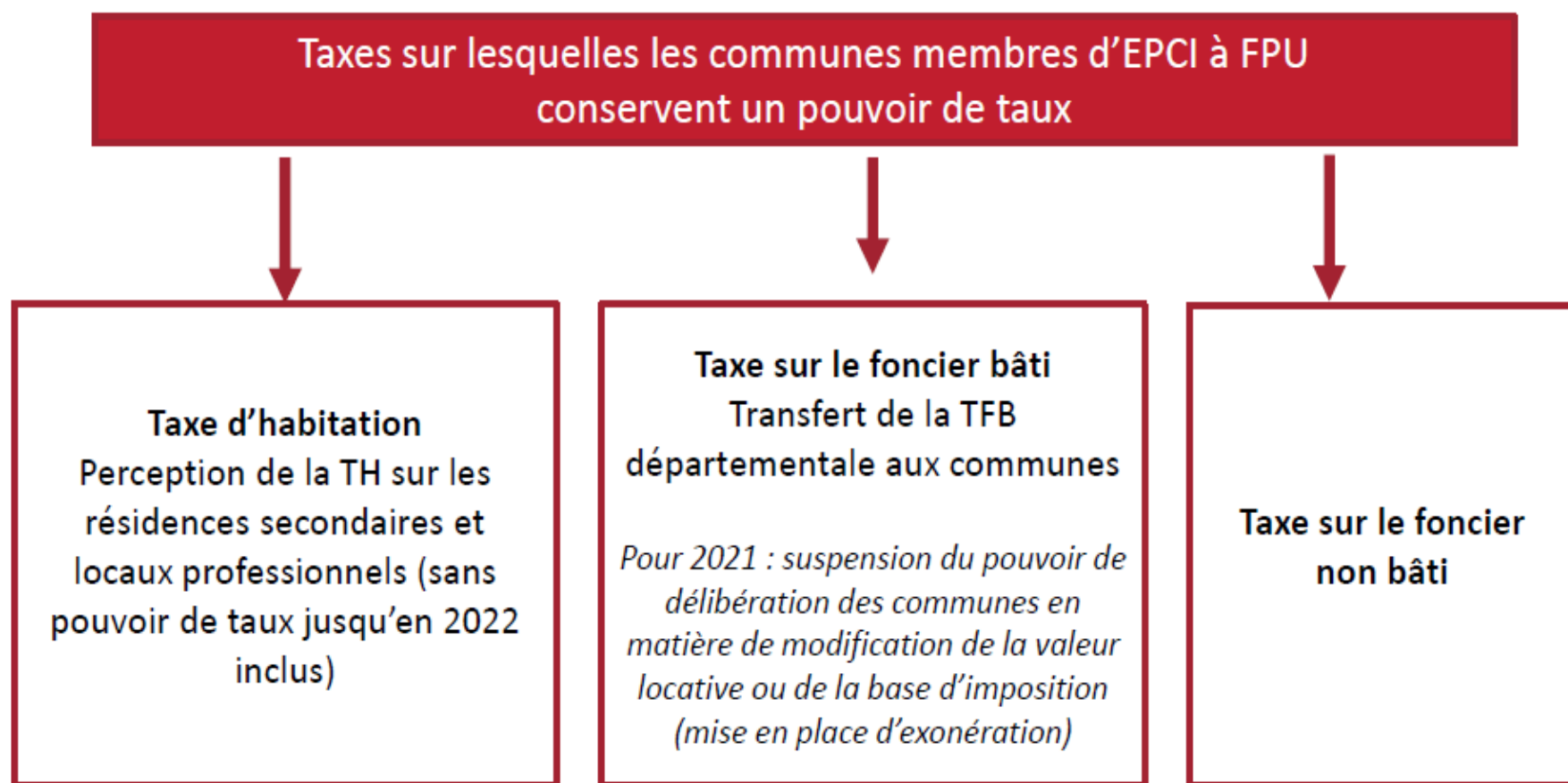


LES POINTS ESSENTIELS A RETENIR CONCERNANT LA REFORME DE LA TAXE D'HABITATION POUR LES COMMUNES

- Les communes bénéficient d'une compensation intégrale en 2021 (TFB 2021 au moins égale à TFB 2020 + TH 2020) à l'exception des communes qui avaient augmenté leur taux de taxe d'habitation en 2018 ou 2019.
- Le produit perçu par la commune sera quasiment systématiquement différent du produit émis (payé par les contribuables)
- La réforme aura pour effet :
 - La réduction du produit tiré des implantations de résidence principales plus ou moins importante selon le niveau du coefficient correcteur
 - La suppression de tout impôt tiré des logements sociaux ;
 - Une amplification des retombées des nouvelles implantations économiques et du développement des résidences secondaires.

PANIER FISCAL DES COMMUNES A COMPTER DE 2021

- La réforme de la taxe d'habitation va modifier le panier fiscal des communes.
- Pour palier le manque à gagner, le taux de taxe sur le foncier bâti départemental sera transféré aux communes.
- Le schéma ci dessous présente l'ensemble des ressources fiscales avec pouvoir de taux que percevront les communes à partir de 2021 :



LA REDUCTION DE 10,5 MDS€ DES IMPÔTS DE PRODUCTION

SOUTIEN MASSIF AUX ENTREPRISES

➔ RELANCER L'ATTRACTIVITE ET SAUVEGARDER L'EMPLOI DANS LES TERRITOIRES

Une LF de **soutien aux entreprises** qui subissent de plein fouet les conséquences de la crise sanitaire et économique :

- ▲ Une baisse de **10 Mds€ d'impôts de production** visant la CVAE, la CFE et la TFB
- ▲ Des mécanismes de **compensations « à l'€ près »** mis en place par l'Etat pour que **les collectivités ne soient pas impactées** sur leur budgets
- ▲ Mais comme à chaque mise en place de compensations, une question émerge : **quel avenir pour ces mécanismes ?**
- ▲ De plus, **l'Etat propose aux collectivités de participer à l'effort** afin de soutenir les entreprises de leur territoire via des possibilités élargies d'exonérations

VENTILATION DE LA REDUCTION DES IMPÔTS DE PRODUCTION

(En milliards d'euros)

Impôt	Mesure	Minoration
Contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)	Réduction de moitié pour toutes les entreprises redevables, soit la suppression de la part affectée aux régions.	7,2
Taxe foncière sur les propriétés bâties acquittée par les entreprises (TFPB)	Modernisation des paramètres de la méthode comptable d'évaluation servant au calcul des impôts fonciers de la plupart des établissements industriels (32 000 entreprises exploitant 86 000 établissements).	1,8
Cotisation foncière des entreprises (CFE)		1,5
Total		10,5

* Source : Dossier de presse de présentation générale du PLF pour 2021

- Le PLFI 2021 propose une baisse des impôts de production dont le coût brut pour les finances de l'État s'élève à 10,5 Mds € par an (21 Mds € sur les deux ans du plan de relance). Mais la mesure sera pérenne au-delà.
- Les impôts de production portent sur les facteurs de production des entreprises, indépendamment de leurs bénéfices.

- Ces impôts sont plus nombreux et leur montant est nettement plus élevé en France que dans la moyenne des pays de l'UE : 77 Mds € en 2018 et 3,2 % du PIB, contre 1,6 % en moyenne dans l'UE. Les entreprises industrielles supportent presque 20 % de ce poids.
- La baisse des impôts profitera pour 41 % aux entreprises de taille intermédiaire (ETI), à 33 % aux PME et TPE à 26 % aux grandes entreprises. Les deux principaux secteurs bénéficiaires seraient celui de l'industrie (37 % du gain) et celui du commerce (15 % du gain).

Baisse de la CVAE à hauteur de la part affectée aux régions

Article 8

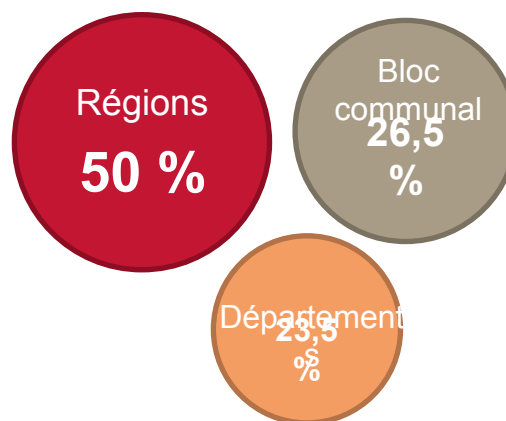


Baisse des
impôts de
production

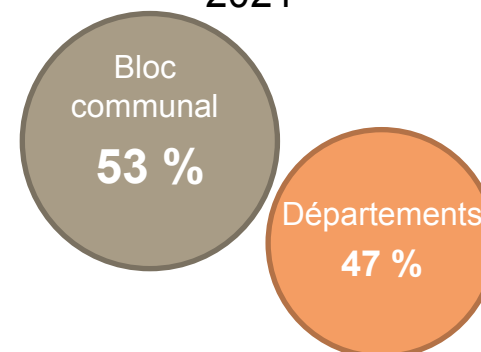
Conséquence de cette mesure

⇒ nouvelle répartition de la CVAE entre les niveaux de collectivités

AUJOURD'HUI



A COMPTER DE
2021



Baisse de la CVAE à hauteur de la part affectée aux régions

Article 8



Baisse des
impôts de
production

Plafonnement de la contribution
économique territoriale (CET)

en fonction de la valeur ajoutée abaissée

3 % à **2 %**

⇒ Cette diminution du plafond contribue donc à réduire la CFE, imposition non liée au résultat de l'entreprise

UNE RÉDUCTION PROGRESSIVE DE LA PRESSION FISCALE LOCALE SUR LES INDUSTRIELS

Augmentation de la pression fiscale sur les entreprises

Réduction de la pression fiscale sur les entreprises

1974-1976 :

- Remplacement de la contribution foncière par la taxe sur le foncier bâti
- Remplacement de la patente par la taxe professionnelle

Conséquence : imposition des locaux industriels en fonction de la valeur au bilan (TFB et TP) et imposition de l'outillage et des salaires (TP)

1980-1986 :

- Plafonnement VA
- Abattement général à la base 16%
-

1999-2003 :

- Suppression de la part salaires de l'assiette de la taxe professionnelle

2010 Suppression de la taxe professionnelle et remplacement par la CET

- Suppression de la part EBM (pour toutes les entreprises)
- Mise en place d'un abattement de 30% sur la valeur locative des locaux industriels sur la CFE

2020 :

- Réduction de 50% de la VL pour le calcul des bases de TFB et de CFE
- Modification du coefficient annuel d'actualisation

LES AJUSTEMENTS DE LA DETERMINATION DES BASES D'IMPOSITION DES LOCAUX INDUSTRIELS PASSIBLES DE LA CFE ET DE LA TFB

Sols des bâtiments et terrains imposables

Nature du bien

Constructions, installations et
aménagement passibles de TFB



Prix de revient

X

~~8%~~ 4%

Taux d'intérêt
applicable

X

biens acquis avant
le 1/1/1976

Biens acquis à
compter de 1976

~~9%~~ 4,5%

~~8%~~ 4%

=

Valeur
locative d'un
établissement
industriel

=

Valeur locative
des terrains :
PR x 4%

+

=

Valeur locative des constructions :
PR
PR X 4,5% ou 4% au lieu de 8 ou
9% jusqu'à présent

Base
d'imposition

=

Bases de CFE = valeur locative x 70% (abattement de 30% mis en place lors de réforme de la TP)
Bases de TFB = valeur locative x 50%

QUELS EFFETS POUR LES COMMUNES MEMBRES ?

	Bases des établissements industriels	Total des bases d'imposition	Part des bases dans le total	Produit de TFB 2021 avant exonération	Allocation compensatrice TFB industrielle	Produit après réduction	Réduction en %
ADRETS	21 411	2 561 902	0,84%	1 195 689	3 849	1 191 840	-0,32%
ALLEVARD	899 141	6 749 000	13,32%	2 716 637	167 915	2 548 723	-6,18%
BARRAUX	399 020	2 250 928	17,73%	750 070	74 697	675 373	-9,96%
BERNIN	2 034 240	6 894 235	29,51%	1 793 405	344 804	1 448 601	-19,23%
BIVIERS	3 908	4 523 003	0,09%	1 454 228	662	1 453 566	-0,05%
BUISSIERE	51 610	656 775	7,86%	258 304	9 723	248 581	-3,76%
CHAMP-PRES-FROGES	284 642	1 355 132	21,00%	430 367	49 670	380 697	-11,54%
CHAPAREILLAN	54 742	2 933 226	1,87%	1 089 819	10 187	1 079 632	-0,93%
CHAPELLE-DU-BARD	345 984	717 594	48,21%	185 374	54 752	130 622	-29,54%
CHEYLAS	4 297 539	6 394 988	67,20%	1 356 157	741 111	615 047	-54,65%
COMBE-DE-LANCEY	78 439	644 010	12,18%	250 440	15 323	235 116	-6,12%
CROLLES	10 904 708	21 064 356	51,77%	5 678 793	2 007 557	3 671 236	-35,35%
FLACHERE	0	346 016	0,00%	128 776	0	128 776	0,00%
FROGES	651 162	3 720 045	17,50%	1 167 080	130 298	1 036 783	-11,16%
GONCELIN	487 979	2 712 737	17,99%	651 291	73 685	577 606	-11,31%
HURTIERES	0	107 132	0,00%	30 178	0	30 178	0,00%
LAVAL	38 738	775 901	4,99%	297 129	7 027	290 102	-2,36%
LUMBIN	3 236	2 129 723	0,15%	927 376	652	926 724	-0,07%
MONTBONNOT-SAINT-MARTIN	1 035 645	13 485 287	7,68%	3 576 125	176 992	3 399 134	-4,95%
MOUTARET	51 300	219 536	23,37%	63 693	8 500	55 192	-13,35%
PIERRE	728	385 980	0,19%	142 769	119	142 650	-0,08%
PONTCHARRA	1 643 580	9 617 570	17,09%	3 620 209	350 822	3 269 386	-9,69%
REVEL	6 702	1 341 010	0,50%	564 445	1 254	563 192	-0,22%
SAINTE-AGNES	64 865	453 758	14,30%	216 498	14 290	202 209	-6,60%
PLATEAU-DES-PETITES-ROCHES	7 386	1 915 188	0,39%	984 408	1 722	982 686	-0,17%

QUELS EFFETS POUR LES COMMUNES MEMBRES ?

	Bases des établissements industriels	Total des bases d'imposition	Part des bases dans le total	Produit de TFB 2021 avant exonération	Allocation compensatrice TFB industrielle	Produit après réduction	Réduction en %
LE HAUT-BRÉDA	1 003 598	2 100 001	47,79%	561 885	179 633	382 252	-31,97%
SAINT-ISMIER	117 752	12 349 008	0,95%	4 428 134	21 490	4 406 644	-0,49%
SAINT-JEAN-LE-VIEUX	83	195 128	0,04%	89 812	17	89 795	-0,02%
SAINTE-MARIE-D'ALLOIX	207 042	658 147	31,46%	220 551	40 539	180 012	-18,38%
SAINTE-MARIE-DU-MONT	121	170 974	0,07%	109 976	28	109 949	-0,03%
SAINT-MARTIN-D'URIAGE	13 313	8 789 170	0,15%	3 228 677	2 393	3 226 284	-0,07%
SAINT-MAXIMIN	100 638	635 690	15,83%	201 375	18 065	183 310	-8,97%
SAINT-MURY-MONTEYMOND	76	216 134	0,04%	75 494	13	75 482	-0,02%
SAINT-NAZAIRE-LES-EYMES	21 157	4 307 446	0,49%	1 537 588	3 852	1 533 737	-0,25%
CRETS EN BELLEDONNE	1 250 140	4 068 686	30,73%	1 197 746	221 079	976 667	-18,46%
SAINT-VINCENT-DE-MERCUZE	116 007	1 738 481	6,67%	681 536	21 502	660 034	-3,15%
TENCIN	11 410	1 468 286	0,78%	512 145	2 091	510 053	-0,41%
TERRASSE	19 767	2 532 403	0,78%	970 823	3 866	966 956	-0,40%
THEYS	16 976	1 621 702	1,05%	583 165	3 132	580 033	-0,54%
TOUVET	1 709	3 332 683	0,05%	1 281 408	329	1 281 079	-0,03%
VERSOUD	511 219	5 925 635	8,63%	2 274 769	106 691	2 168 078	-4,69%
VILLARD-BONNOT	511 407	7 585 876	6,74%	2 585 825	105 529	2 480 296	-4,08%
CHAMROUSSE	245 468	4 758 843	5,16%	2 195 588	55 439	2 140 149	-2,53%
TOTAL	27 514 588	156 409 325	17,59%	52 265 759	5 031 297	47 234 462	-9,63%

ARTICLE 13 : LA RÉFORME DE LA TAXATION SUR LA CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ

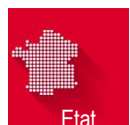
- Création d'un seul impôt national (la TICFE) qui remplacera la TICFE (Etat), la TCFE (communes/EPCI) et la TDCFE (départements) à compter de 2021.
- Objectif : avoir une meilleure visibilité et un suivi plus simple de la taxe avec un seul opérateur la DGFIP.
- Conséquences :
 - Un produit fiscal qui sera plus fidèle à la réalité.
 - Mise en œuvre d'une taxe supplémentaire et donc perception d'un nouveau produit pour certaines communes qui n'avaient pas institué la taxe.
 - Suppression du pouvoir fiscal qui résultait de la possibilité d'ajuster le coefficient multiplicateur qui s'applique aux tarifs.

Simplification de la taxe sur la consommation finale d'électricité (TCFE)

Article 54



Centraliser la gestion
des 3 composantes de la TCFE



TICFE



Bloc communal
TCCFE

Département
s

TDCFE



Conséquences
Taxes obligatoires
Taux nationaux

1^{er} janvier 2021

Application
du tarif plafond
de la taxe
départementale
+ début
harmonisation
de la taxe

1^{er} janvier 2022

Nouvelle étape
d'harmonisation
du tarif de
la taxe
communale

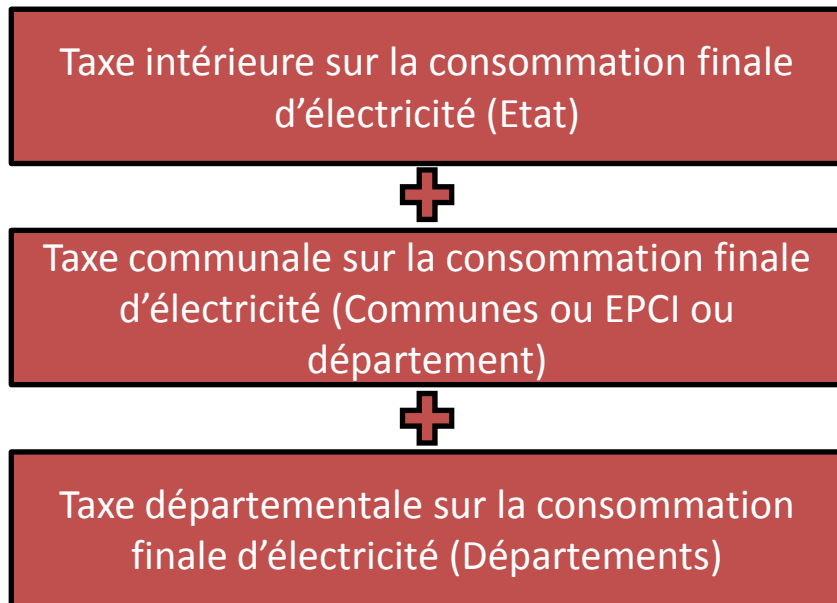
1^{er} janvier 2023

Finalisation
de
l'harmonisation
du tarif
communal par
application du
tarif maximum

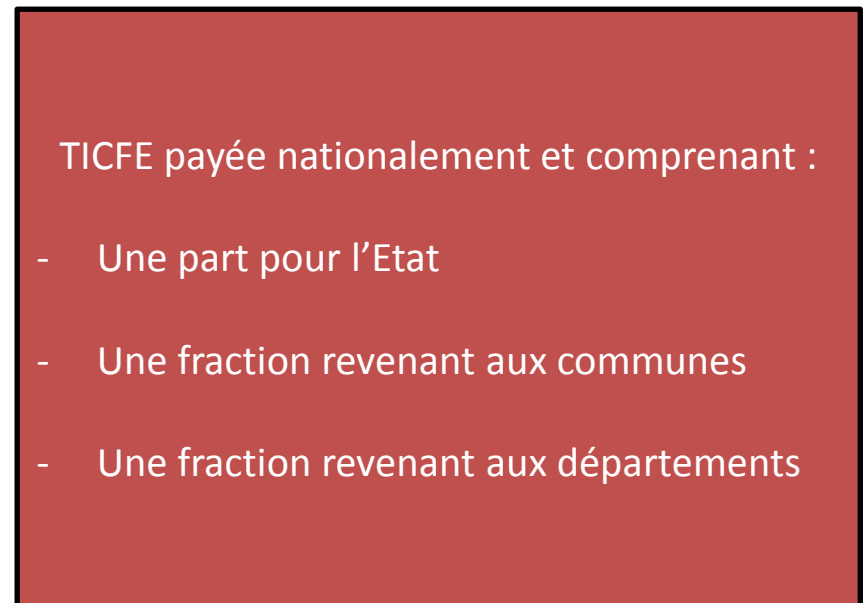
ARTICLE 13 : LA RÉFORME DE LA TAXATION SUR LA CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ

- La consommation d'électricité est taxée au profit de l'Etat et de différentes collectivités. Le recouvrement de ces taxes est partagé entre différents acteurs : divers services centraux de l'Etat, collectivités, comptables publics locaux. Cet éparpillement est source d'inefficience (8 800 déclarations trimestrielles auprès de 3 100 comptables assignataires). Le PLF 2021 réorganise complètement la taxation en supprimant les taxes locales et en les refondant en une seule taxe nationale gérée par la DGFIP à compter du 1/1/2022 et qui sera répartie entre les anciens bénéficiaires.

ACTUELLEMENT



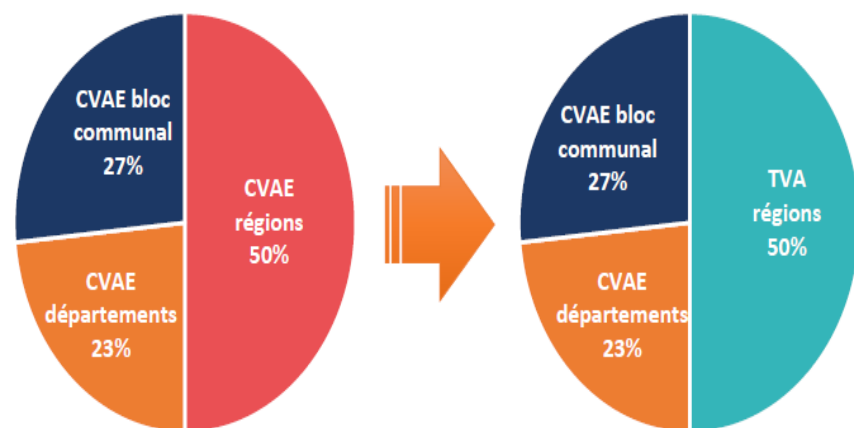
A COMPTER DE 2021



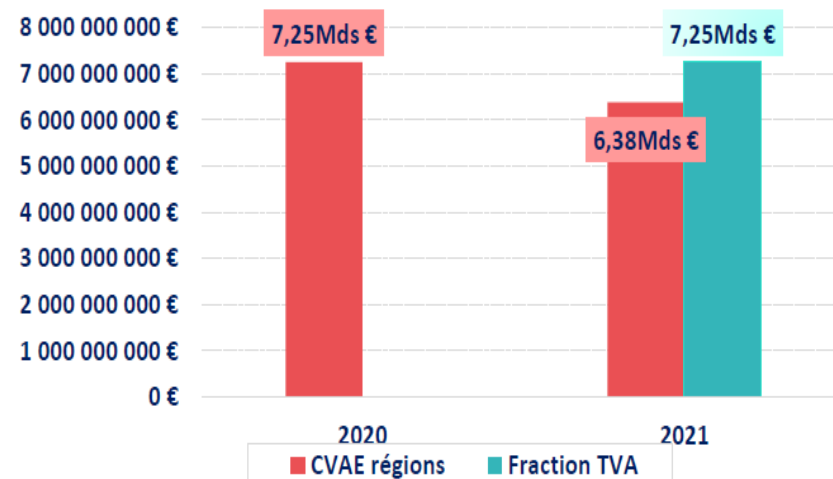
→ RENFORCER LA COMPETITIVITE DES ENTREPRISES

BAISSE DES IMPOTS DE PRODUCTION (- 10 Mds €)

II - Suppression d'une partie de la CVAE pour alléger la fiscalité économique



Un impact en 2021 ne tenant pas compte des effets néfastes de la crise Covid19



OBJECTIF :

Alléger de 7,25 Mds € les impôts de production

- Diminuer dès 2021 la CVAE à hauteur de la part régionale (soit 50%)
- Substituer cette part de CVAE à une ressource dynamique : la TVA



RECOMMANDATIONS :

- **Régions** : Fraction de TVA 2021 = CVAE 2020, ainsi elles ne seront pas exposées à l'impact de la crise sur cette recette
- **Bloc communal et départements** : les estimations du Gouvernement impliqueraient une évolution moyenne de -12% de CVAE en 2021 (quid de 2022?)

Sources : LF 2021

EVOLUTION DE LA REPARTITION DES TAXES A POUVOIR DE TAUX POUR LES COLLECTIVITES TERRITORIALES

1^{er} janvier 2001:

- suppression de la TH régionale

1^{er} janvier 2011: Réforme de la taxe professionnelle

- Transfert de la TP régionale et départementale au bloc communal
- Transfert de la TH départementale au bloc communal
- Transfert de la TFNB régionale et départementale au bloc communal
- Transfert de la TFB régionale au département

1^{er} janvier 2021:

- Transfert de la TFB départementale aux communes
- Transfert d'une fraction de la TVA aux intercommunalités

1^{er} janvier 2023:

- Suppression de la taxe d'habitation des résidences principales

2001

2011

2021

2023

Région

TH	TFB	TFB	TP				
TFNB	TP	TFNB	TP				

Département

TH	TFB	TH	TFB		TFB		
TFNB	TP	TFNB	TP				

Intercommunalité

TH	TFB	TH	TFB	TH*	TFB	TH*	TFB
TFNB	TPU	TFNB	CFE	TFNB	CFE	TFNB	CFE

Commune (FPU)

TH	TFB	TH	TFB	TH*	TFB	TH*	TFB
TFNB	TP	TFNB		TFNB		TFNB	

* 2021 :
Suppression de la TH perçue par les cnes et les EPCI au titre des RP

** 2023 :
Suppression de la TH pour toutes les RP

Produit de TFB départemental récupéré — produit de TH communal supprimé

ECART NÉGATIF



La commune perçoit :

- Un produit de TFB qui correspond au produit bases x taux de l'année *

ET

- Un complément permettant de neutraliser les effets du remplacement de la TH par la TFB départementale qui ne tiendra pas compte des variations de taux intervenues à compter de 2021

ECART POSITIF > 10 K€



La commune perçoit :

- Un produit de TFB hors hausses de taux communal depuis 2021 et corrigé de l'écrêtement qui neutralise les effets du remplacement de la TH par la TFB départementale

ET

- Le produit résultant des décisions prises en matière de taux d'imposition depuis 2021

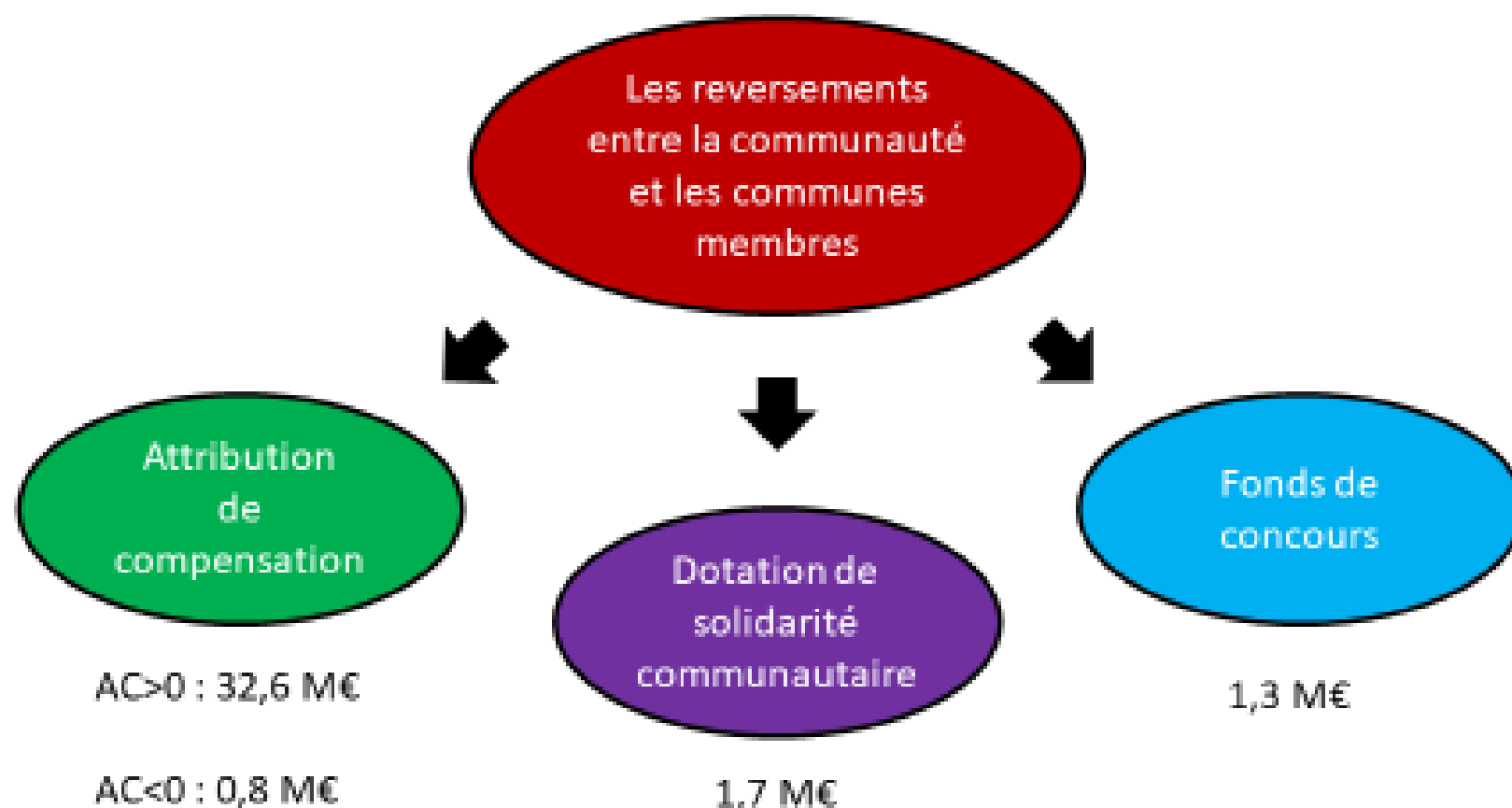
ECART POSITIF < 10 K€



Le produit de TFB à percevoir par la commune ne fait pas l'objet de correction.
Il résultera de la multiplication des bases de TFB par le taux de l'année*

*** Taux de l'année : taux TFB commune + département + éventuelle modulation future**

LES REVERSEMENTS ENTRE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES ET SES COMMUNES MEMBRES



➔ ZOOM SUR VOS BUDGETS 2021

LES POINTS CLES A NE PAS MANQUER

SYNTHESE

SYNTHESE

Les points clés des budgets 2021 côté Villes

Fiscalité ménages :

- La TH résidence principale disparaît de vos budgets
- La TH résidence secondaire est créée : le taux THRS 2021 = taux TH 2020 si pas de délibération contraire
 - Pour ceux qui ont déjà voté une majoration, celle-ci s'appliquera
- Taux TFB 2021 = taux ville 2020 + taux département 2020
 - Possibilité d'exercer votre levier fiscal dès 2021
- Coefficient de revalorisation 2021 = 0,20%

Compensations fiscales :

- Prévoir 0€ en 74835 : compensation TH
- ⇒ C'est bien tout le « panier fiscal TH » qui est compensé via de coco (compensations fiscales et rôles supplémentaires inclus)
- DC RTP stable

Dotations :

Mêmes évolutions qu'en 2020 à population constante

Les points clés des budgets 2021 côté EPCI

Fiscalité ménages :

- La TH résidence principale disparaît de vos budgets
- La TH résidence secondaire est créée : le taux TH 2020 = taux THRS 2021 si pas de délibération contraire
- Coefficient de revalorisation 2021 = 0,20%
- Une fraction de TVA (art 7382) = THRP 2020 + compensations fiscales TH 2020 + rôles sup 2018 - 2020

Compensations fiscales :

- Prévoir 0€ en 74835 : compensation TH
- DC RTP stable

Fiscalité économique :

- Une baisse de 10Mds€ sans impact sur vos budgets

Dotations :

Mêmes évolutions qu'en 2020 à population constante

Sources : LFI 2020 et Finance Active

LE SCENARIO FIL DE L'EAU

ANALYSE FINANCIERE PROSPECTIVE									
en k€	Δ annuelle 2019-2026	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Produits de fonctionnement	0,54%	91 698	92 542	91 489	91 737	93 111	94 000	94 611	95 241
Contributions directes	-0,06%	48 108	49 271	43 121	43 638	45 209	46 291	47 092	47 907
Autres recettes fiscales	0,57%	1 667	1 692	1 718	1 667	1 684	1 701	1 718	1 735
Produit des services, du domaine et ventes diverses	0,00%	2 614	2 614	2 614	2 614	2 614	2 614	2 614	2 614
Reversements de fiscalité	0,00%	804	804	804	804	804	804	804	804
DGF	-2,76%	4 455	4 260	4 148	4 047	3 948	3 851	3 756	3 663
Autres dotations et versements de l'Etat	34,29%	817	817	6 000	6 082	6 168	6 255	6 344	6 434
Subventions et participations des partenaires	0,00%	2 521	2 521	2 521	2 521	2 521	2 521	2 521	2 521
FNGIR et DC RTP	-0,48%	30 125	30 125	30 125	29 926	29 726	29 526	29 326	29 126
Autres recettes	-4,09%	585	437	437	437	437	437	437	437
Charges de fonctionnement	1,62%	74 289	77 391	78 087	79 042	80 023	81 028	82 058	83 114
Charges à caractère général	2,00%	7 346	7 493	7 643	7 795	7 951	8 110	8 273	8 438
Charges de personnel nettes des remboursements	3,25%	18 451	19 901	20 399	20 908	21 431	21 967	22 516	23 079
Autres charges de gestion courante	3,15%	12 006	13 246	13 511	13 781	14 057	14 338	14 625	14 917
Reversements de fiscalité	0,00%	33 971	33 971	33 971	33 971	33 971	33 971	33 971	33 971
Péréquation horizontale	2,01%	2 017	2 294	2 100	2 142	2 185	2 229	2 273	2 319
Autres dépenses	0,00%	334	334	334	334	334	334	334	334
Charges d'intérêts	-14,30%	164	152	130	110	94	79	67	56
Epargne de gestion	-5,10%	17 572	15 303	13 532	12 805	13 182	13 051	12 620	12 183
Charges d'intérêts	-14,30%	164	152	130	110	94	79	67	56
Epargne Brute	-5,03%	17 408	15 151	13 402	12 695	13 088	12 972	12 553	12 127
Remboursement du capital	-8,09%	943	713	757	723	668	622	605	523
Epargne Nette	-4,88%	16 465	14 438	12 645	11 972	12 420	12 350	11 948	11 604
Taux d'épargne brute	14,10%	18,98%	16,37%	14,65%	13,84%	14,06%	13,80%	13,27%	12,73%

Selon ce premier exercice, l'épargne brute du budget principal devrait chuter de 1,7M€ entre 2020 et 2021. Afin de conserver des marges de manœuvre pour le mandat à venir et faire face à l'ensemble des investissements qui incombent à la communauté, il est demandé d'engager une démarche de limitation de la progression des charges et de générer **des marges de manœuvre dès 2021**.

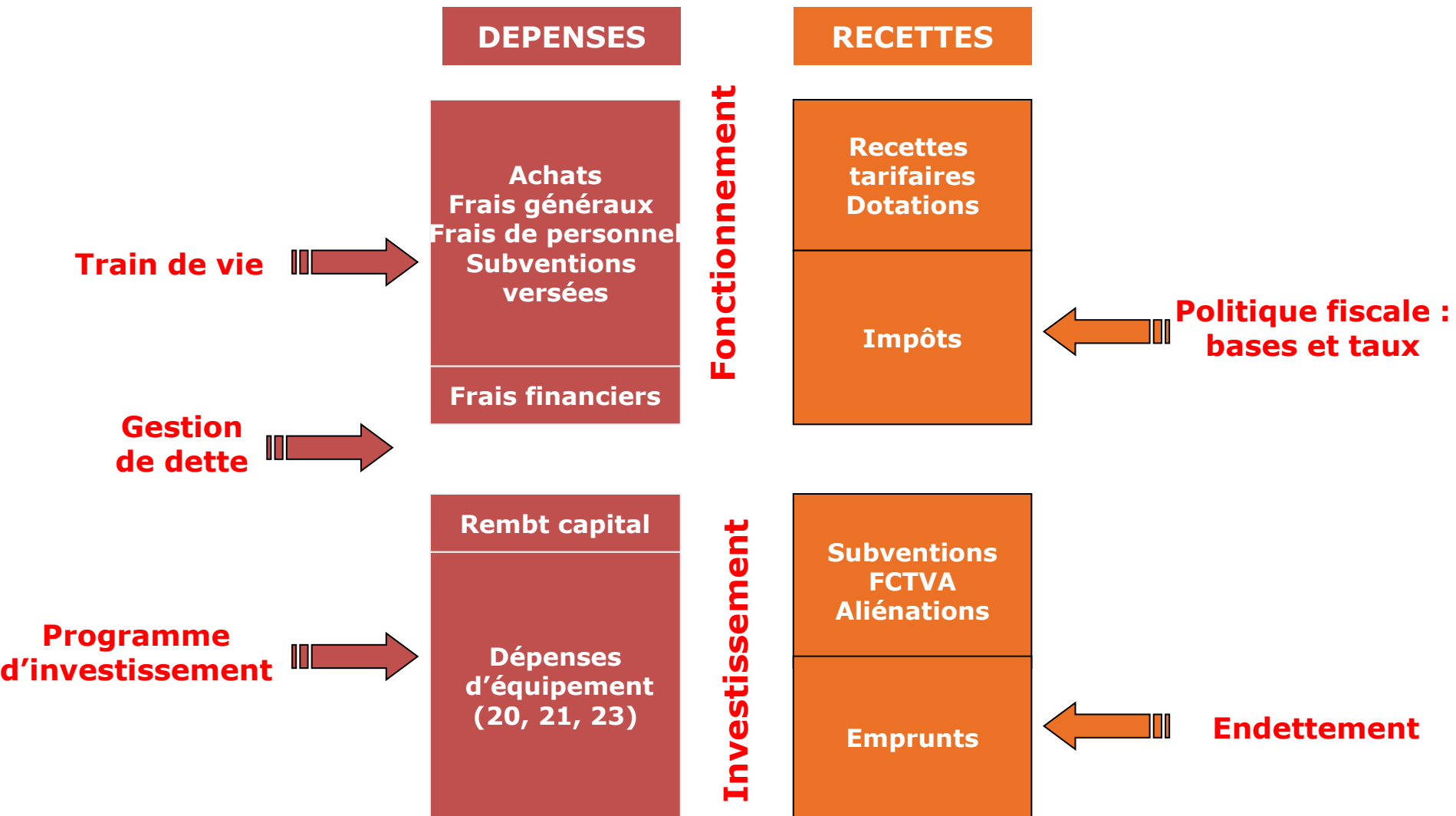
LE SCENARIO DES ORIENTATIONS BUDGETAIRES

ANALYSE FINANCIERE PROSPECTIVE

en k€	Δ annuelle 2019-2026	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Produits de fonctionnement	0,54%	91 698	92 542	91 489	91 737	93 111	94 000	94 611	95 241
Contributions directes	-0,06%	48 108	49 271	43 121	43 638	45 209	46 291	47 092	47 907
Autres recettes fiscales	0,57%	1 667	1 692	1 718	1 667	1 684	1 701	1 718	1 735
Produit des services, du domaine et ventes diverses	0,00%	2 614	2 614	2 614	2 614	2 614	2 614	2 614	2 614
Reversements de fiscalité	0,00%	804	804	804	804	804	804	804	804
DGF	-2,76%	4 455	4 260	4 148	4 047	3 948	3 851	3 756	3 663
Autres dotations et versements de l'Etat	34,29%	817	817	6 000	6 082	6 168	6 255	6 344	6 434
Subventions et participations des partenaires	0,00%	2 521	2 521	2 521	2 521	2 521	2 521	2 521	2 521
FNGIR et DCRTP	-0,48%	30 125	30 125	30 125	29 926	29 726	29 526	29 326	29 126
Autres recettes	-4,09%	585	437	437	437	437	437	437	437
Charges de fonctionnement	1,54%	74 289	77 391	77 688	78 635	79 607	80 602	81 624	82 670
Charges à caractère général	1,42%	7 346	7 493	7 343	7 490	7 640	7 792	7 948	8 107
Charges de personnel nettes des remboursements	3,18%	18 451	19 901	20 299	20 806	21 327	21 860	22 406	22 966
Autres charges de gestion courante	3,15%	12 006	13 246	13 511	13 781	14 057	14 338	14 625	14 917
Reversements de fiscalité	0,00%	33 971	33 971	33 971	33 971	33 971	33 971	33 971	33 971
Péréquation horizontale	2,01%	2 017	2 294	2 100	2 142	2 185	2 229	2 273	2 319
Autres dépenses	0,00%	334	334	334	334	334	334	334	334
Charges d'intérêts	-14,30%	164	152	130	110	94	79	67	56
Epargne de gestion	-4,61%	17 572	15 303	13 931	13 212	13 598	13 476	13 054	12 626
Charges d'intérêts	-14,30%	164	152	130	110	94	79	67	56
Epargne Brute	-4,55%	17 408	15 151	13 802	13 102	13 504	13 398	12 987	12 570
Remboursement du capital	-8,09%	943	713	757	723	668	622	605	523
Epargne Nette	-4,36%	16 465	14 438	13 044	12 379	12 837	12 775	12 382	12 048
Taux d'épargne brute	14,49%	18,98%	16,37%	15,09%	14,28%	14,50%	14,25%	13,73%	13,20%

La limitation de la progression des charges de personnel à +2% associée à la réduction des charges à caractère général de 2% en 2021 par rapport à 2020 induit une moindre chute de l'épargne d'environ 400k€ par rapport au scénario dans lequel aucune décision ne serait prise.

Les leviers d'action



- Le confinement dû à la Covid-19 altère profondément les dynamiques habituelles des visions comptables et budgétaires.
- Nous devons prendre les mesures nécessaires pour faire face à l'évolution de la situation. Il faut prendre en compte les impacts éventuels liés à l'évolution de la situation sanitaire dans la mesure où il n'est pas possible de les prévoir avec exactitude.
- Il faudra donc se laisser quelques marges de manœuvre par rapport aux incertitudes notamment la dette de l'Etat et l'échéance 2022.

Merci de votre écoute,

Questions ?